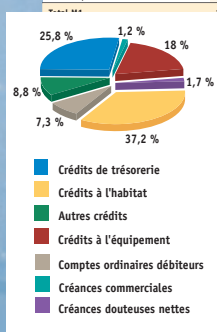


Bulletin trimestriel

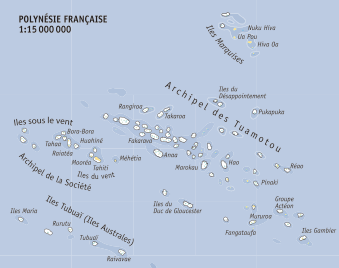
Conjoncture monétaire et financière

	Montants (millions de XPF)			Variations			
	Décembre			valeur		pourcentage	
M1	2001	2002	2003	(n-1) - (n-2)	n - (n-1)	n-1/n-2	n/n-1
Circulation fiduciaire	20 717	21 325	22 003	608	678	2,9 %	3,2 %
- Billets	18 302	18 811	19 380	508	569	2,8 %	3,0 %
- Pièces	2 415	2 514	2 623	100	109	4,1 %	4,3 %
Dépôts à vue	196 908	203 097	224 197	6 189	21 100	3,1 %	10,4 %
- Banques	184 617	191 651	211 584	7 034	19 933	3,8 %	10,4 %
- OPT	11 766	11 011	12 199	- 755	1 188	- 6,4 %	10,8 %
- Trésor public	526	436	414	- 90	- 22	- 17,2 %	- 5,0 %
M2	17 625	224 422	246 200	6 797	21 778	3,1 %	9,7 %
M3	90 914	100 797	132 798	9 883	32 001	10,9 %	31,7 %
M4	90 914	100 429	132 038	9 515	31 608	10,5 %	31,5 %
M5	-	368	760	368	392	-	106,6 %
M6	08 539	325 220	378 998	16 680	53 778	5,4 %	16,5 %
M7	94 903	197 245	168 135	2 342	- 29 111	1,2 %	- 14,8 %
M8	173 558	170 284	145 140	- 3 274	- 25 144	- 1,9 %	- 14,8 %



N° 138 - Statistiques au 31/03/2009

POLYNÉSIE FRANÇAISE
1:15 000 000



Polynésie française

L'Institut d'Emission d'Outre-Mer (IEOM) est la banque centrale de Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna et de Polynésie française. A ce titre, il exerce un certain nombre de missions essentielles pour le développement de ces économies, parmi lesquelles :

- **L'émission des signes monétaires ;**
- **Le refinancement des établissements de crédit**, notamment au moyen du **réescompte des crédits bancaires** consentis aux entreprises des secteurs considérés comme prioritaires et qui présentent une situation financière équilibrée. Ce dispositif permet aux entreprises de bénéficier, dans certaines conditions, de crédits à taux réduits pour des facilités de trésorerie ou des concours d'équipement ;
- **Les services rendus à la communauté bancaire** (gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, centralisation des incidents de paiement sur chèques ou autres valeurs, élaboration des statistiques monétaires et des parts de marché des établissements de crédit, etc...) ;
- **La surveillance du fonctionnement du système bancaire et la protection de l'épargne**, en relation avec les autres autorités monétaires nationales ;
- **La réalisation d'études périodiques** (rapport annuel, bulletin trimestriel, lettre mensuelle de l'IEOM, enquête de conjoncture, enquête sur le coût du crédit aux entreprises et aux particuliers, monographies sectorielles...) sur l'économie des collectivités et territoires d'outre-mer;
- **L'établissement de la balance des paiements de la Polynésie française**, conjointement avec la Banque de France.

Sommaire

Synthèse	4
Annexes	7
Méthodologie	7
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire	9
1.1 La masse monétaire	9
1.2 La circulation fiduciaire	9
1.3 Les contreparties de la masse monétaire	10
2. Les avoirs financiers des agents économiques	11
2.1 Les avoirs des ménages	12
2.2 Les avoirs des sociétés	13
2.3 Les avoirs par nature	14
3. L'endettement des agents économiques	15
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	15
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	19
4. Le financement des crédits bancaires	21
4.1 L'équilibre emplois- ressources	21
4.2 Le réescompte	21
5. Les engagements sectoriels	22
6. Les indicateurs de vulnérabilité	24
6.1 Les indicateurs globaux	24
6.2 La vulnérabilité des ménages	24
6.3 La vulnérabilité des entreprises	25
7. Les échanges de valeurs	25
8. Rappel des taux	26
8.1 Les taux règlementés	26
8.2 Les principaux taux de marché	26
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises	26
8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers	26
8.5 Taux de l'usure	26

Evolution monétaire et financière internationale

Dans le contexte actuel de crise économique et financière, les actions entreprises par les Etats des principales puissances économiques mondiales semblent prendre un nouveau tournant. Alors que des plans de relance ont été annoncés successivement depuis la fin de l'année 2008, la coordination internationale en matière de gestion de la crise se renforce et se précise.

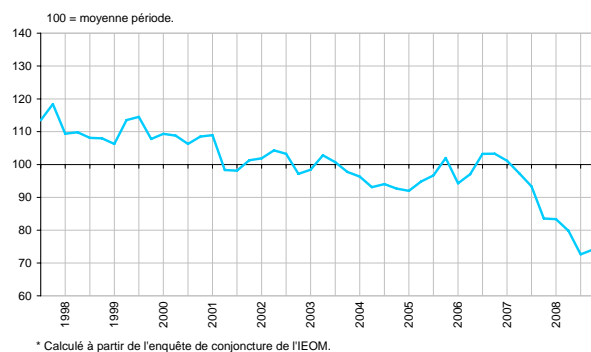
Ainsi, le sommet du G20 qui s'est tenu à Londres le 2 avril 2009 s'est achevé en jetant les bases d'un accord visant à sortir les économies de la crise par une amélioration de la régulation des systèmes financiers et la restauration de la confiance. Outre la création d'un Conseil de stabilité financière, qui assurera la supervision et la régulation financière, les membres du G20 ont décidé de renforcer les moyens alloués aux institutions financières internationales pour un montant total de 1.100 milliards de dollars. Le Fonds Monétaire International s'inscrit au centre de ce dispositif en bénéficiant du triplement de ses ressources (750 milliards de dollars). Son capital augmente de 250 milliards de dollars sous la forme de Droits de tirages spéciaux (DTS) et il dispose d'un mandat officiel pour surveiller les économies mondiales, en collaboration avec le Conseil de stabilité financière.

En termes de politique monétaire, les banques centrales ont poursuivi le mouvement de détente monétaire. Alors que le taux directeur de la FED se situe depuis décembre 2008 dans une fourchette comprise entre 0 et 0,25 %, la BCE a baissé à sept reprises son principal taux pour le fixer à 1 % depuis le 13 mai 2009. Face à l'ampleur de la crise et au niveau historiquement bas atteint par les taux directeurs, les banques centrales se sont engagées progressivement vers des mesures moins traditionnelles que la simple fixation de taux directeurs pour injecter des liquidités sur les marchés financiers. Ainsi, la FED a annoncé en mars 2009 le rachat de 300 milliards de dollars de bons du Trésor américains qui succède à sa précédente décision d'achat d'obligations liées à des crédits immobiliers. De son côté, la BCE a d'ores et déjà allongé la durée de ses prêts aux banques commerciales jusqu'à 12 mois et s'appête à racheter des obligations sécurisées adossées à des créances hypothécaires ou au secteur public pour un montant de 60 milliards d'euros.

Sur la base d'indicateurs laissant penser que le niveau le plus bas a été atteint, les indices boursiers ont enregistré un net rebond à partir de mars 2009. De la même façon, le cours du pétrole affiche une nette reprise depuis le début de l'année 2009, se situant à nouveau au-dessus des 60 \$ US le baril, tout comme le taux de change euro dollar qui est remonté au-dessus de 1,40.

Atonie de l'activité bancaire locale

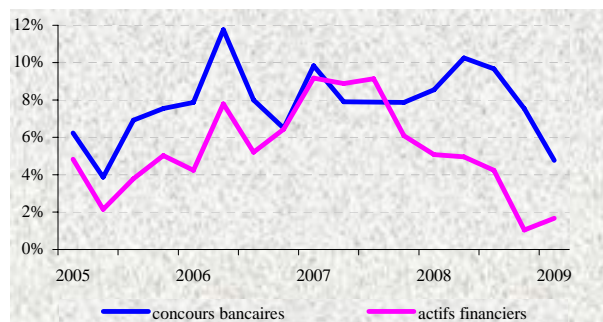
Indice du climat des affaires en Polynésie française



Confrontée à une conjoncture économique qui s'est assombrie depuis plusieurs mois, à l'image d'un climat des affaires dégradé, l'activité des établissements de crédit de la place polynésienne reste atone depuis le début de l'année 2009, tant au niveau de la collecte de dépôts que de l'octroi de crédits en net ralentissement.

Toutefois, le rythme de croissance annuel de l'encours global des concours bancaires est resté supérieur à celui des actifs financiers des agents économiques.

Evolution en glissement annuel



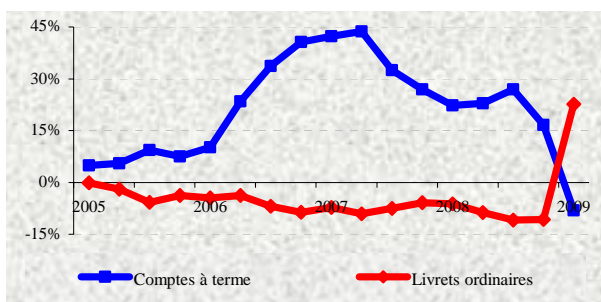
Forte baisse des dépôts à terme au profit des comptes sur livrets

Au 31 mars 2009, l'ensemble des actifs financiers détenus par les agents économiques polynésiens a représenté un volume de 476,3 milliards de F CFP. Leur encours n'a augmenté que de 1,7 % en glissement annuel, à un rythme nettement inférieur à celui enregistré en mars 2008 (+ 5,1 %).

L'épargne des ménages n'a progressé que de 0,5 % entre mars 2008 et mars 2009. Cette stabilité globale de l'épargne recouvre des modifications importantes intervenues dans le portefeuille d'actifs des ménages. Ainsi, on constate en premier lieu, en raison notamment de la contraction des valeurs boursières, une forte diminution de leur épargne à long terme (- 9 % en glissement annuel, soit -6,3 milliards de F CFP) dont une partie aurait été réaffectée sous forme de placements liquides ou à court terme (progression de 4,8% en glissement annuel soit +8,3 milliards de F CFP).

En second lieu et de façon plus récente, la baisse des taux de rémunération des comptes à terme au cours des trois derniers mois¹ a entraîné une forte baisse de leur encours (- 19,3 % sur le trimestre et - 8,1 % en l'espace d'un an). Dans ce contexte, les ménages polynésiens ont orienté massivement leur épargne vers les comptes sur livrets, qui ont augmenté de 35,9 % sur le seul dernier trimestre et de 22,7 % sur l'année.

Taux de croissance annuel des comptes à terme et des comptes sur livrets des ménages



Les avoirs financiers des sociétés n'ont progressé que de 0,2 % en glissement annuel. Malgré la faiblesse de leur rémunération, les comptes à terme ont poursuivi leur progression, à un rythme néanmoins beaucoup plus lent que celui constaté un an auparavant (+ 6 % en mars 2009, contre + 17,6 % en mars 2008). En revanche, les OPCVM monétaires des sociétés ont diminué de moitié et les dépôts à vue ont augmenté de 0,5 % sur l'année.

¹ La moyenne mensuelle de l'Euribor 3 mois est passé de 3,257 % à 1,637 % entre décembre 2008 et mars 2009.

Ralentissement de la croissance des crédits bancaires

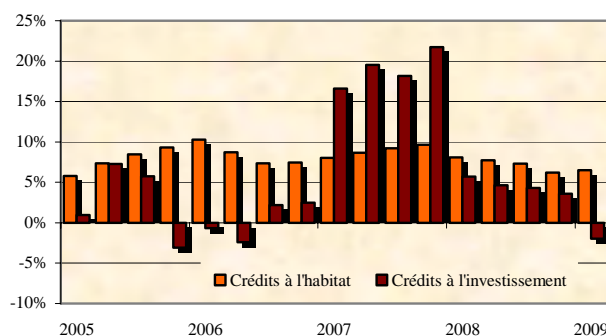
Avec un encours global de 576,7 milliards de F CFP au 31 mars 2009, les crédits accordés par les établissements de crédit de la place ont poursuivi leur croissance (+ 4,8 % en glissement annuel), mais à un rythme moindre qu'en mars 2008 (+ 8,5 %).

L'encours sain des ménages s'est élevé à 263,5 milliards de F CFP au premier trimestre 2009, soit une hausse de 4,9 % par rapport à mars 2008. Cette bonne orientation est principalement liée à celle des crédits à l'habitat (58 % de l'encours des ménages) qui ont progressé de 6,5 % en glissement annuel. Pour leur part, les crédits à la consommation des ménages ont progressé de 4,2 % entre mars 2008 et mars 2009, soutenus davantage par les crédits de trésorerie (+ 5,3 %) que par les comptes ordinaires débiteurs.

L'encours des crédits consentis aux entreprises par les établissements de crédits de la place s'est établi à 186,7 milliards de F CFP, en augmentation de 2,6 %. Les crédits d'exploitation des entreprises se sont inscrits en hausse de 1,3 % par rapport au premier trimestre 2008, l'augmentation de 15,6 % des crédits de trésorerie ayant surpassé la baisse de 12,7 % des comptes ordinaires débiteurs.

L'atonie de la conjoncture économique actuelle a réfréné les intentions d'investissements des entreprises. Ainsi, les crédits à l'équipement qui leur ont été consentis ont fléchi de 4 % sur le trimestre et n'ont augmenté que de 0,9 % par rapport à mars 2008.

Crédits à l'habitat des ménages et d'investissement des entreprises (croissance en glissement annuel)



Sur le premier trimestre 2009, les autorités locales ont manifesté leur volonté de relancer l'économie locale par l'investissement public. Ainsi, l'encours de crédits d'équipement des collectivités locales a progressé de 7,1 % entre décembre 2008 et mars 2009 (+ 0,6 % en l'espace d'un an), atteignant 71,5 milliards de F CFP à la fin du premier trimestre 2009.

Les secteurs du BTP et des transports dynamiques, l'hôtellerie en difficulté

L'analyse de la centrale des risques laisse apparaître sur les trois premiers mois de l'année une forte augmentation des engagements en faveur du secteur des transports (+ 26 %) et du BTP (+ 22,2 %). Le commerce, dont les engagements représentent près du quart du total, a également observé une hausse sensible de ses encours (+ 5,1 %). En revanche, l'hôtellerie, touchée par la crise, voit son endettement diminuer de 1 % sur le trimestre et de 9,7 % sur l'année.

Baisse du coût moyen des crédits aux entreprises et hausse pour les particuliers

Des enquêtes sur le coût du crédit menées de janvier à février 2009 auprès des banques de la place, il ressort :

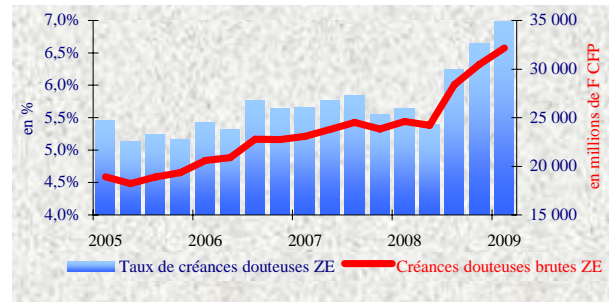
- que le taux moyen pondéré global (TMPG) des concours bancaires accordés aux entreprises a été évalué à 5,80 %, en retrait de 107 points de base par rapport à la précédente enquête (juillet et août 2008) et de 59 points de base en comparaison annuelle. Cette baisse des taux a été particulièrement sensible pour les crédits à court terme (- 103 points de base) ;
- en revanche, le coût moyen du crédit aux particuliers s'est enchéri en l'espace d'un an, leur TMPG est passé de 7,78 % à 7,96 % (+ 18 points de base), en raison de taux plus élevés sur les découverts (+ 63 pb) et sur les prêts personnels inférieurs à 181 920 F CFP (+ 20 pb). Par rapport à l'enquête réalisée en juillet et août 2008, le TMPG a enregistré un repli de 9 points de base.

Nouvelle dégradation de la sinistralité des agents économiques polynésiens

La qualité des risques des établissements de crédit locaux s'est de nouveau dégradée au cours du premier trimestre 2009. S'élevant à 32,2 milliards de F CFP en mars 2009, les créances douteuses brutes ont enregistré un troisième trimestre consécutif de hausse de leur encours. Elles ont progressé de 5,6 % sur les trois derniers mois et de 30,7% par rapport au premier trimestre 2008. Elles représentent désormais

7 % de l'encours brut total (6,6 % en décembre 2008 et 5,6 % en mars 2008). Chez les ménages, la hausse des créances impayées a été particulièrement sensible sur les trois derniers mois (+ 14,2 %), en raison d'une conjoncture économique défavorable marquée par une baisse significative de l'indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (- 2 % entre décembre 2008 et mars 2009).

Evolution des créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux

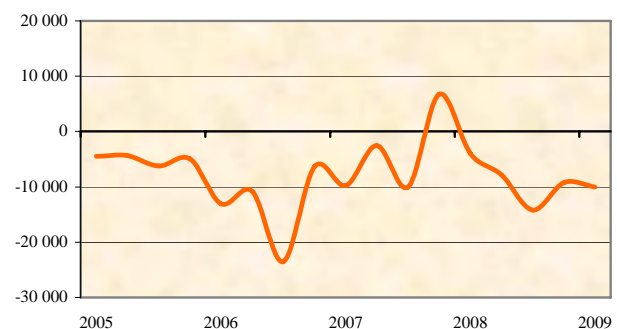


Evolution négative de la position extérieure nette du système bancaire

La masse monétaire M3 a continué d'augmenter au premier trimestre 2009 (+ 5,8 % en rythme annuel), portée par le dynamisme des comptes sur livrets (+ 23,1 % en glissement annuel).

Les engagements hors zone du système bancaire ont continué de croître au premier trimestre 2009, de 17,2 % en un an. Quant à leurs avoirs hors zone d'émission, ils ont progressé de 11,5 %. Entre mars 2008 et mars 2009, la position extérieure nette est passée de - 4 milliards de F CFP à - 10 milliards.

Position extérieure nette du système bancaire (en millions de F CFP)



Annexes

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement ou la CASDEN disposent effectivement d'un guichet sur place mais ne fournissent pas de bilan ou de compte de résultat local. Le Trésor est assimilé à un établissement local.

2) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale détenus hors de la collectivité.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le territoire.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels. Les sociétés correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les administrations privées, les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) puis les crédits octroyés par les établissements de crédit (EC) locaux.

Les principaux établissements de crédit non installés localement et intervenant dans la collectivité sont la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden et Natixis.

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") et les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières").

Remarque : La série des encours de crédit accordés par les établissements de crédit situés hors de la zone d'émission (HZE) présente une rupture à compter de l'arrêté du 31 mars 2007. En effet, ils ont été complétés par les données issues du SCR de la Banque de France qui permet de recenser les risques des établissements installés en métropole à destination de bénéficiaires installés en Polynésie française.

Conjoncture financière et bancaire

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages, les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les administrations privées, les sociétés d'assurance, les fonds de pension ainsi que les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de l'IEOM recense, à partir d'un seuil déclaratif de 2,5 millions de F CFP de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par l'ensemble des établissements de crédit français en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe sur le territoire. Cette source d'information permet une analyse sectorielle des encours de crédit.

Pour la présentation de ces données, la répartition sectorielle adoptée est la suivante :

Secteurs	Codes NAF 60 (nomenclature INSEE)
Agriculture, élevage, pêche	01 à 05
Industrie	10 à 41
BTP	45
Commerce	50 à 52
Hôtellerie	551A, 551C, 552A, 552C, 552E et 555D
Transport	60 à 64
Services	551E, 552F, 553A, 553B, 554A, 554B, 555A, 555C, 502Z, 65 à 74 et 80 à 95
Divers	75 et 99

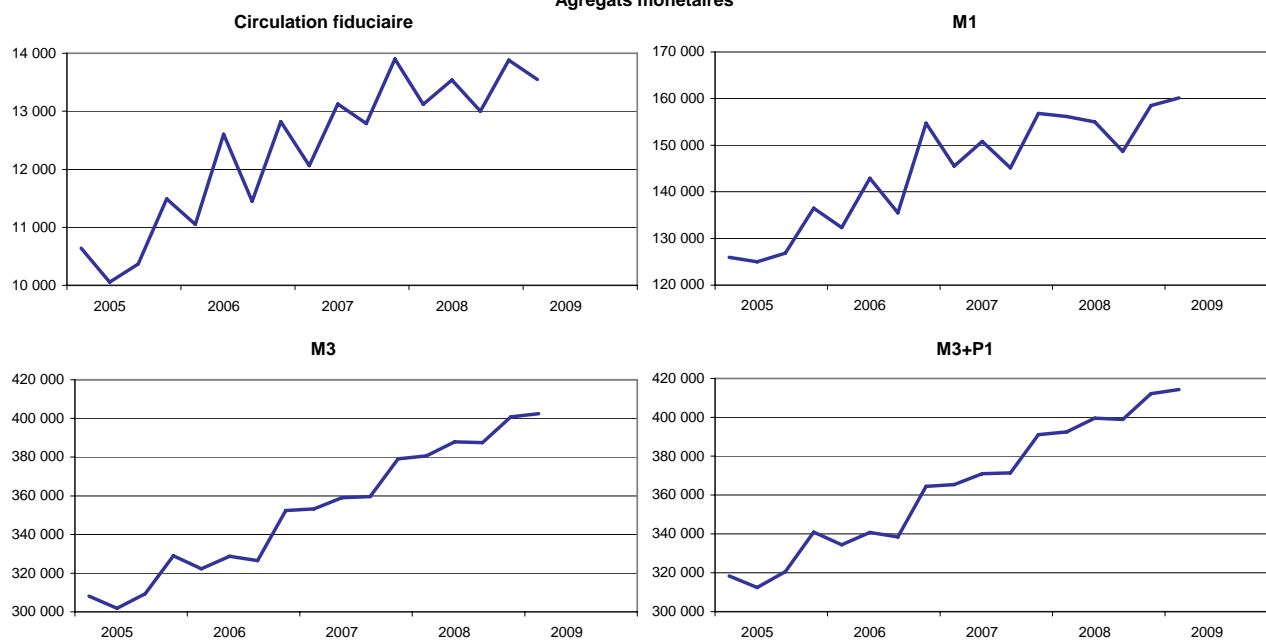
1. La masse monétaire et la circulation fiduciaire

1.1 La masse monétaire

Composantes de la masse monétaire	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Circulation fiduciaire	8 998	10 640	11 050	12 063	13 119	13 541	13 001	13 879	13 547	-2,4%	3,3%
Billets	7 442	9 018	9 343	10 264	11 225	11 638	11 083	11 925	11 604	-2,7%	3,4%
Pièces	1 556	1 622	1 707	1 799	1 894	1 903	1 918	1 954	1 944	-0,6%	2,6%
Dépôts à vue	112 987	115 335	121 271	133 434	143 048	141 450	135 697	144 600	146 561	1,4%	2,5%
TOTAL M1	121 985	125 975	132 320	145 497	156 167	154 991	148 698	158 479	160 109	1,0%	2,5%
M2-M1	79 827	80 485	77 271	71 244	66 993	63 044	60 375	60 924	62 443	35,3%	23,1%
Comptes sur livrets	79 593	80 234	77 009	71 007	66 776	62 827	60 171	60 715	62 225	35,4%	23,1%
Comptes épargne logement	234	251	261	237	217	217	204	209	218	4,3%	0,7%
TOTAL M2	201 812	206 460	209 591	216 741	223 160	218 035	209 072	219 403	242 552	10,6%	8,7%
M3-M2	99 731	101 656	112 627	136 478	157 408	169 839	178 325	181 395	159 950	-11,8%	1,6%
Dépôts à terme	77 046	81 314	87 422	124 529	147 197	158 113	165 817	170 432	149 022	-12,6%	1,2%
Titres de créance négociables	8 617	7 542	11 667	3 581	2 281	1 687	2 423	1 386	1 629	17,6%	-28,6%
Bons de caisse	14 068	12 801	13 538	8 367	7 931	10 040	10 086	9 577	9 299	-2,9%	17,3%
Total M3	301 543	308 117	322 218	353 219	380 569	387 874	387 398	400 799	402 502	0,4%	5,8%
P1	7 900	10 191	12 180	12 158	11 991	11 699	11 485	11 431	11 837	3,5%	-1,3%
Plans d'épargne logement	7 900	10 191	12 180	12 158	11 991	11 699	11 485	11 431	11 837	3,5%	-1,3%
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
M3+P1	309 443	318 308	334 398	365 376	392 559	399 573	398 882	412 230	414 339	0,5%	5,5%

1.2 La circulation fiduciaire

Agrégats monétaires



Emissions de pièces	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
En nombre	136 706 382	142 701 788	149 958 030	157 287 177	164 072 183	165 786 220	166 883 103	168 914 253	169 622 715	0,4%	3,4%
100 F CFP	8 424 835	8 831 936	9 309 481	9 856 518	10 413 534	10 429 798	10 523 764	10 775 658	10 663 871	-1,0%	2,4%
50 F CFP	3 683 494	3 790 022	3 982 292	4 152 549	4 426 050	4 470 302	4 495 057	4 561 059	4 522 307	-0,8%	2,2%
20 F CFP	9 791 125	10 039 434	10 482 215	11 100 239	11 480 495	11 587 021	11 620 266	11 796 238	11 808 006	0,1%	2,9%
10 F CFP	13 549 969	14 100 486	14 716 995	15 369 496	16 154 958	16 252 474	16 437 282	16 630 874	16 649 916	0,1%	3,1%
5 F CFP	15 289 319	16 125 737	16 947 765	17 743 775	18 598 978	18 787 009	18 917 409	19 166 649	19 335 861	0,9%	4,0%
2 F CFP	36 115 749	37 973 827	39 767 937	41 453 339	43 522 912	44 023 473	44 287 364	44 734 868	45 046 864	0,7%	3,5%
1 F CFP	49 851 891	51 840 346	54 751 345	57 611 261	59 475 256	60 236 143	60 601 961	61 248 907	61 595 890	0,6%	3,6%
En millions de F CFP	1 557	1 623	1 706	1 798	1 893	1 903	1 918	1 954	1 944	-0,6%	2,7%
100 F CFP	842	883	931	986	1 041	1 043	1 052	1 078	1 066	-1,0%	2,4%
50 F CFP	184	190	199	208	221	224	225	228	226	-0,8%	2,2%
20 F CFP	196	201	210	222	230	232	232	236	236	0,1%	2,9%
10 F CFP	135	141	147	154	162	163	164	166	166	0,1%	3,1%
5 F CFP	76	81	85	89	93	94	95	96	97	0,9%	4,0%
2 F CFP	72	76	80	83	87	88	89	89	90	0,7%	3,5%
1 F CFP	50	52	55	58	59	60	61	61	62	0,6%	3,6%

Conjoncture financière et bancaire

Emissions de billets	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an	
En nombre	4 476 828	4 834 306	5 089 416	5 683 011	6 280 105	6 283 546	6 374 165	6 847 370	6 582 580	-3,9%	4,8%	
10 000 F CFP	594 346	677 591	835 709	913 679	995 495	982 510	982 991	1 104 268	1 024 144	-7,3%	2,9%	
5 000 F CFP	514 088	559 735	452 836	517 348	550 092	509 184	527 585	608 774	530 432	-12,9%	-3,6%	
1 000 F CFP	2 279 467	2 462 098	2 602 885	2 910 082	3 237 435	3 271 268	3 328 594	3 555 708	3 464 187	-2,6%	7,0%	
500 F CFP	1 088 927	1 134 882	1 197 986	1 341 902	1 497 083	1 520 584	1 534 995	1 578 620	1 563 817	-0,9%	4,5%	
En millions de F CFP	11 338	12 604	13 823	15 305	16 691	16 403	16 564	18 432	17 140	-7,0%	2,7%	
10 000 F CFP	5 943	6 776	8 357	9 137	9 955	9 825	9 830	11 043	10 241	-7,3%	2,9%	
5 000 F CFP	2 570	2 799	2 264	2 587	2 750	2 546	2 638	3 044	2 652	-12,9%	-3,6%	
1 000 F CFP	2 279	2 462	2 603	2 910	3 237	3 271	3 329	3 556	3 464	-2,6%	7,0%	
500 F CFP	544	567	599	671	749	760	767	789	782	-0,9%	4,5%	

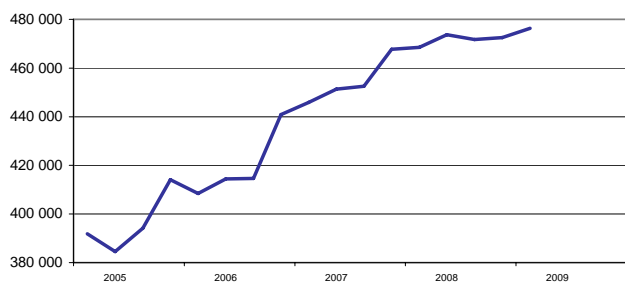
1.3 Les contreparties de la masse monétaire

Contreparties de la masse monétaire	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an	
Avoirs hors zone d'émission	67 140	85 001	91 111	106 879	122 781	123 314	110 165	133 711	132 127	-1,2%	7,6%	
Institut d'émission	16 460	19 291	22 742	26 911	29 271	27 738	17 508	28 099	27 902	-0,7%	-4,7%	
Etablissements de crédit	50 680	65 710	68 369	79 968	93 509	95 576	92 657	105 612	104 225	-1,3%	11,5%	
Créances du Trésor public	6 644	7 012	9 633	9 178	8 624	8 788	8 086	6 885	8 883	29,0%	3,0%	
Concours sur ressources monétaires	227 759	216 104	221 473	237 162	249 163	255 773	269 147	260 201	261 493	0,5%	4,9%	
Concours de caractère bancaire des EC locaux	320 550	346 108	379 089	408 286	435 616	448 762	455 412	458 430	460 294	0,4%	5,7%	
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	92 791	130 004	157 616	171 124	186 452	192 990	186 265	198 229	198 801	0,3%	6,6%	
Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées	25 456	23 395	26 686	29 277	32 206	34 127	34 650	34 512	35 214	2,0%	9,3%	
Provisions sur créances douteuses	10 997	12 410	13 354	15 289	15 369	15 520	15 956	16 761	17 717	5,7%	15,3%	
Engagements hors zone d'émission	35 165	70 149	81 441	89 712	97 474	103 405	106 848	114 829	114 235	-0,5%	17,2%	
Epargne contractuelle	7 900	10 191	12 181	12 158	11 991	11 699	11 485	11 433	11 837	3,5%	-1,3%	
Divers	13 274	13 859	23 954	24 688	29 412	28 238	17 327	20 694	19 799	-4,3%	-32,7%	
Total M3	301 543	308 117	322 217	353 219	380 569	387 874	387 398	400 797	402 502	0,4%	5,8%	
Position extérieure nette	15 515	-4 440	-13 072	-9 744	-3 965	-7 829	-14 191	-9 217	-10 010	8,6%	152,5%	

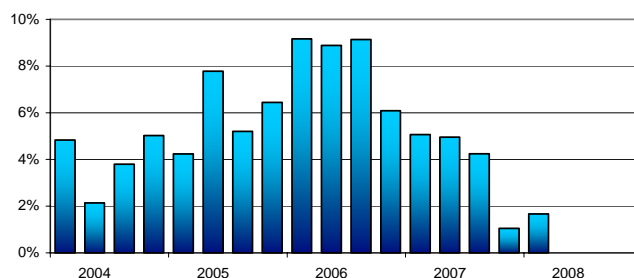
2. Les avoirs financiers des agents économiques

Actifs par agent	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Sociétés	85 566	87 220	89 194	90 439	100 259	99 667	94 722	99 581	100 418	0,8%	0,2%
Dépôts à vue	42 594	45 103	42 167	46 413	52 174	51 073	47 598	53 007	52 444	-1,1%	0,5%
Placements liquides ou à court terme	42 265	40 989	47 009	42 993	47 408	47 825	46 566	46 113	46 931	1,8%	-1,0%
Comptes d'épargne à régime spécial	0	0	0	2	2	0	0	0	0	2,0%	-84,9%
Placements indexés sur les taux du marché	42 265	40 989	47 009	42 991	47 406	47 825	46 565	46 113	46 930	1,8%	-1,0%
<i>dont comptes à terme</i>	23 783	26 219	27 162	30 275	35 595	35 693	35 113	37 046	37 717	1,8%	6,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	4 226	2 378	3 341	5 357	5 833	5 143	3 878	3 022	2 993	-1,0%	-48,7%
<i>dont certificats de dépôts</i>	8 617	7 542	11 667	3 581	2 281	1 687	2 423	1 386	1 629	17,6%	-28,6%
Epargne à long terme	707	1 129	18	1 033	677	768	560	460	1 043	126,8%	54,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	575	1 111	3	900	548	639	441	330	300	-9,0%	-45,3%
Ménages	259 461	269 144	278 301	304 549	316 304	318 172	320 601	317 076	317 760	0,2%	0,5%
Dépôts à vue	59 697	61 557	63 818	70 995	71 079	71 306	68 324	72 112	71 646	-0,6%	0,8%
Placements liquides ou à court terme	144 105	142 532	144 867	159 145	174 781	177 067	184 330	182 871	181 996	-0,5%	4,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	78 144	78 126	74 885	69 232	64 919	61 083	58 125	58 587	79 555	35,8%	22,5%
Livrets ordinaires	77 909	77 834	74 347	68 958	64 665	60 828	57 925	58 381	79 341	35,9%	22,7%
Comptes d'épargne logement	234	251	253	234	213	214	200	206	215	4,4%	0,6%
Placements indexés sur les taux du marché	65 961	64 406	69 982	89 912	109 862	115 984	126 205	124 284	102 441	-17,6%	-6,8%
<i>dont comptes à terme</i>	49 418	51 826	57 065	81 212	99 298	105 358	114 005	113 132	91 247	-19,3%	-8,1%
<i>dont bons de caisse</i>	8 114	7 656	8 472	4 396	4 054	4 568	4 788	4 782	4 607	-3,7%	13,6%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	8 127	4 640	4 223	4 114	6 335	5 897	7 270	6 237	6 489	4,0%	2,4%
Epargne à long terme	55 659	65 055	69 617	74 409	70 444	69 798	67 946	62 094	64 118	3,3%	-9,0%
Plans d'épargne logement	7 900	10 189	12 162	12 125	11 955	11 665	11 428	11 393	11 802	3,6%	-1,3%
Plans d'épargne populaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Autres comptes d'épargne	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Portefeuille-titres	5 650	5 449	5 185	3 935	2 550	2 247	2 045	2 750	2 931	6,6%	14,9%
OPCVM non monétaires	13 588	15 780	14 827	15 424	10 165	9 122	7 580	6 250	5 956	-4,7%	-41,4%
Contrats d'assurance-vie	28 521	33 637	37 442	42 925	45 773	46 764	46 892	41 700	43 428	4,1%	-5,1%
Autres agents	28 740	35 463	40 952	50 900	51 927	55 880	56 435	55 905	58 108	3,9%	11,9%
Dépôts à vue	10 696	8 675	15 286	16 026	19 795	19 070	19 775	19 481	22 471	15,3%	13,5%
Placements liquides ou à court terme	8 342	13 866	11 022	20 450	19 709	24 576	23 099	25 020	24 332	-2,7%	23,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	1 683	2 360	2 385	2 010	2 072	1 960	2 306	2 375	2 923	23,1%	41,1%
Placements indexés sur les taux du marché	6 659	11 506	8 638	18 441	17 637	22 616	22 616	22 645	21 410	-5,5%	21,4%
<i>dont comptes à terme</i>	3 845	3 269	3 195	13 042	12 305	17 062	16 700	20 254	20 058	-1,0%	63,0%
Epargne à long terme	9 702	12 921	14 644	14 423	12 422	12 233	11 987	11 404	11 304	-0,9%	-9,0%
TOTAL	373 767	391 827	408 448	445 887	468 489	473 718	471 759	472 562	476 285	0,8%	1,7%
Dépôts à vue	112 987	115 335	121 271	133 434	143 048	141 450	135 697	144 600	146 561	1,4%	2,5%
Placements liquides ou à court terme	194 712	197 387	202 898	222 588	241 898	249 468	245 366	254 004	253 259	-0,3%	4,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	79 827	80 485	77 270	71 244	66 993	63 044	60 431	60 962	82 478	35,3%	23,1%
Placements indexés sur les taux du marché	114 885	116 901	125 628	151 344	174 905	186 424	195 137	193 042	170 781	-11,5%	-2,4%
Epargne à long terme	66 068	79 105	84 279	89 865	83 543	82 799	80 493	73 957	76 465	3,4%	-8,5%

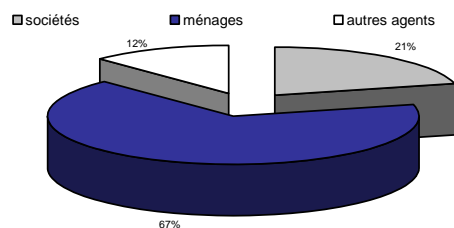
Total des actifs financiers



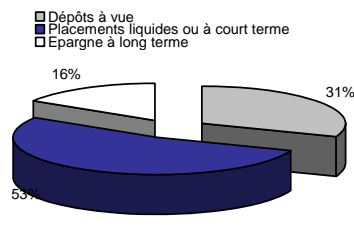
Variations sur un an



Répartition des actifs financiers par agent économique mars-09



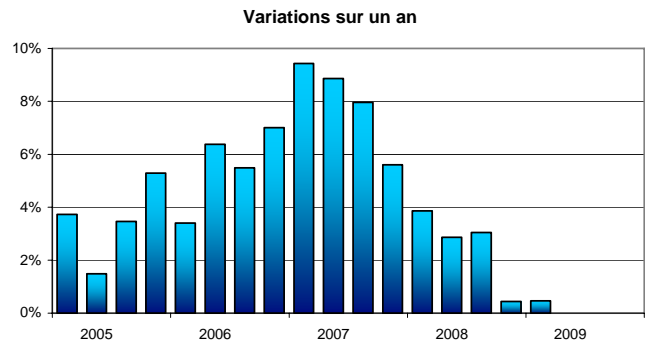
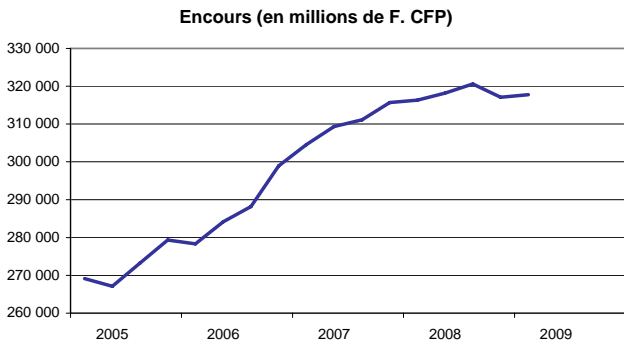
Répartition des actifs financiers par nature mars-09



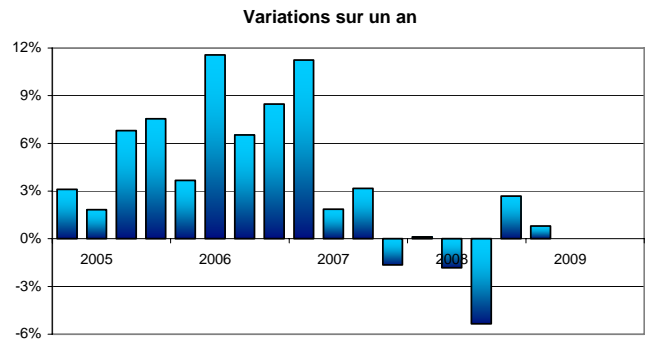
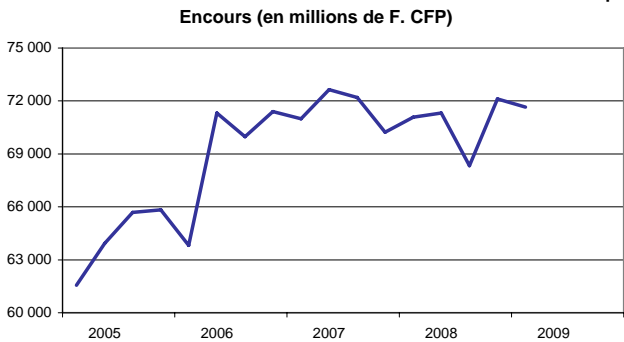
Conjoncture financière et bancaire

2.1 Les avoirs des ménages

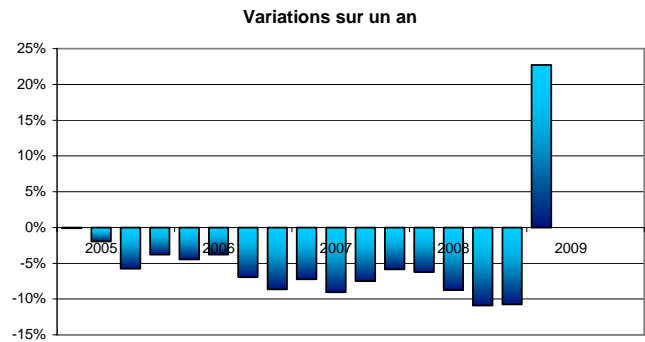
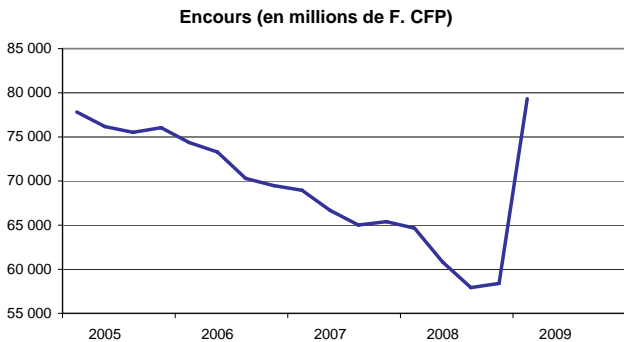
Total des actifs financiers



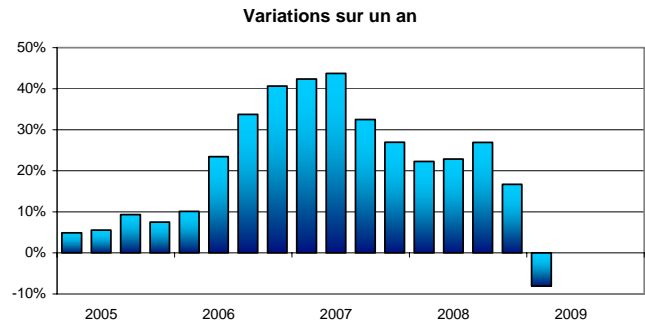
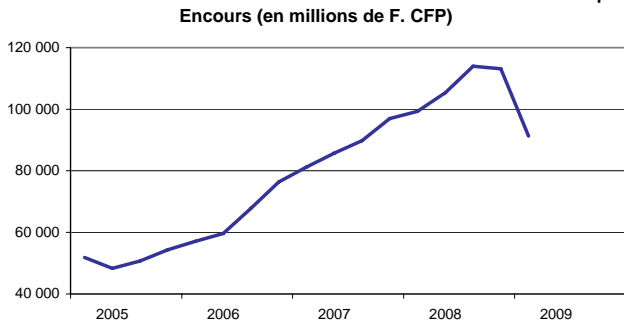
Dépôts à vue



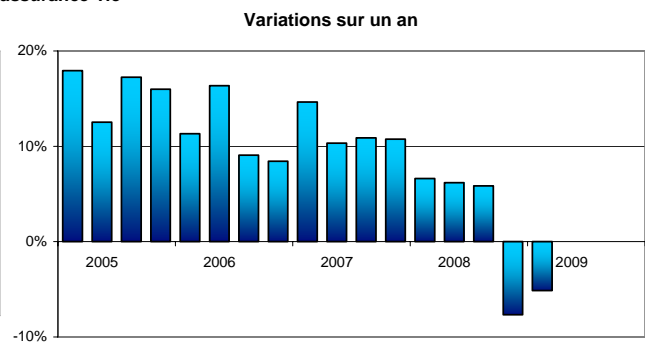
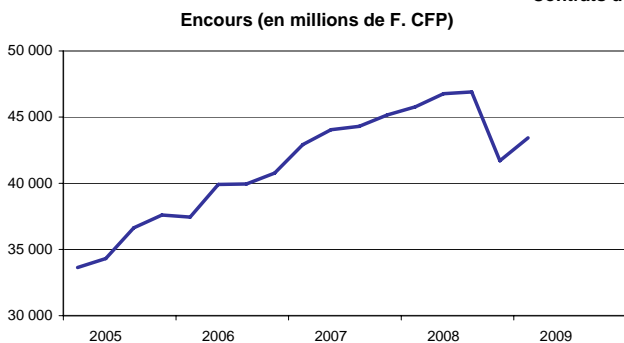
Livrets ordinaires



Dépôts à terme



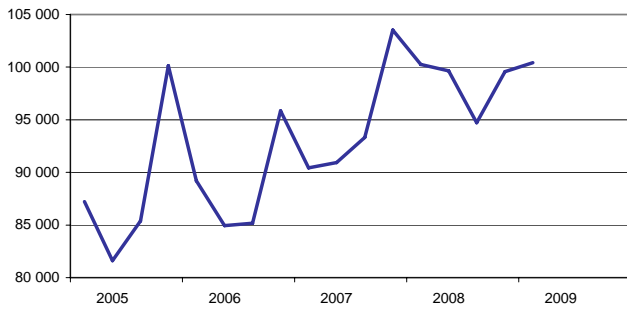
Contrats d'assurance-vie



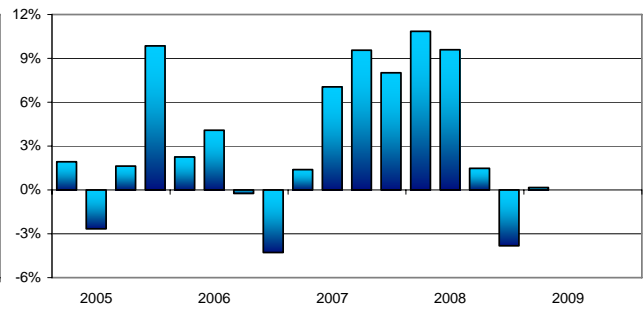
2.2 Les avoirs des sociétés

Total des actifs financiers

Encours (en millions de F. CFP)

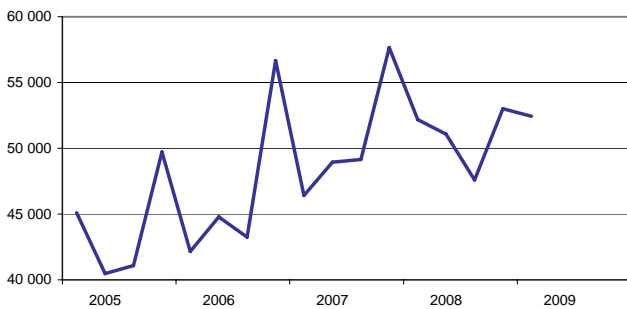


Variations sur un an

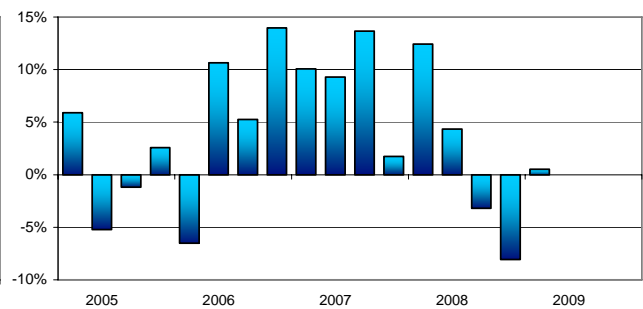


Dépôts à vue

Encours (en millions de F. CFP)

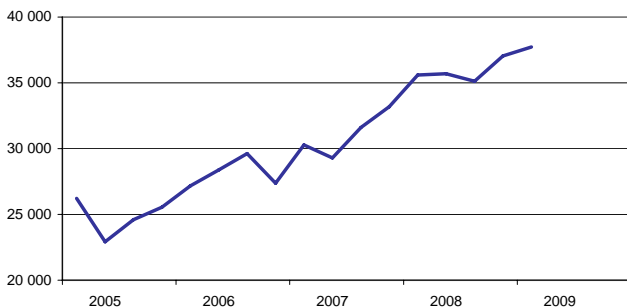


Variations sur un an

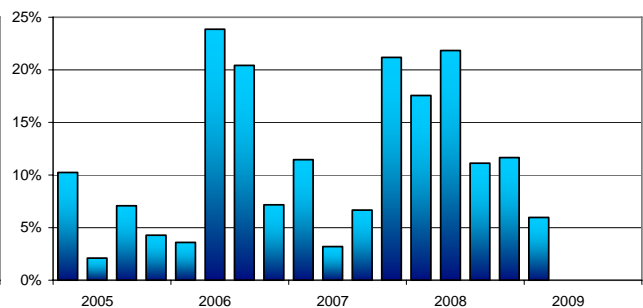


Dépôts à terme

Encours (en millions de F. CFP)



Variations sur un an

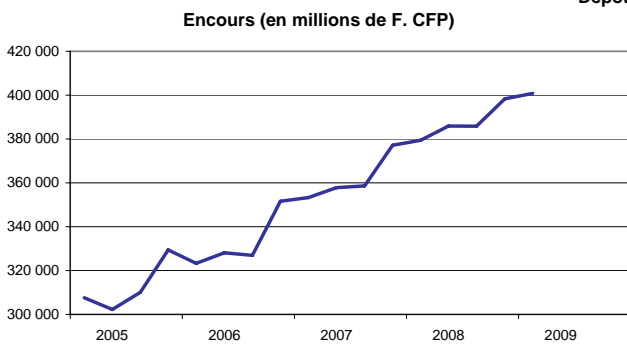


Conjoncture financière et bancaire

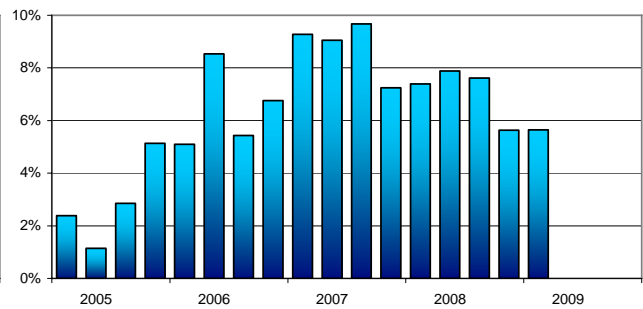
2.3 Les avoirs par nature

Actifs par nature	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an	
Dépôts locaux	300 445	307 615	323 293	353 269	379 394	385 981	385 882	398 351	400 792	0,6%	5,6%	
Dépôts à vue	112 987	115 335	121 271	133 434	143 048	141 450	135 697	144 600	146 561	1,4%	2,5%	
Comptes d'épargne à régime spécial	87 727	90 624	89 396	83 357	78 937	74 692	71 859	72 355	94 280	30,3%	19,4%	
Livrets ordinaires	79 140	79 286	76 147	71 035	66 589	62 722	59 003	59 505	80 792	35,8%	21,3%	
Comptes d'épargne logement	234	251	261	237	217	217	200	206	215	4,4%	-0,8%	
Plans d'épargne logement	7 900	10 191	12 180	12 158	11 991	11 699	11 428	11 393	11 802	3,6%	-1,6%	
Dépôts à terme	77 046	81 314	87 422	124 529	147 197	158 113	165 817	170 432	149 022	-12,6%	1,2%	
Bons de caisse	14 068	12 801	13 538	8 367	7 931	10 040	10 086	9 577	9 299	-2,9%	17,3%	
Titres de créances négociables	8 617	7 542	11 667	3 581	2 281	1 687	2 423	1 386	1 629	17,6%	-28,6%	
Epargne hors zone d'émission	73 322	84 212	85 154	92 618	89 095	87 737	85 877	74 211	75 494	1,7%	-15,3%	
Actions	2 435	2 538	2 653	3 220	2 387	2 189	1 968	1 692	1 627	-3,8%	-31,8%	
Obligations	3 428	3 148	2 778	955	364	245	248	1 232	2 084	69,1%	471,9%	
OPCVM monétaires	15 154	15 245	13 002	14 866	17 497	16 585	16 812	11 647	10 831	-7,0%	-38,1%	
OPCVM non monétaires	23 783	29 591	29 225	30 608	23 028	21 903	19 956	17 941	17 524	-2,3%	-23,9%	
Contrats d'assurance-vie	28 521	33 637	37 442	42 925	45 773	46 764	46 892	41 700	43 428	4,1%	-5,1%	
TOTAL	373 767	391 827	408 448	445 887	468 489	473 718	471 759	472 562	476 285	0,8%	1,7%	

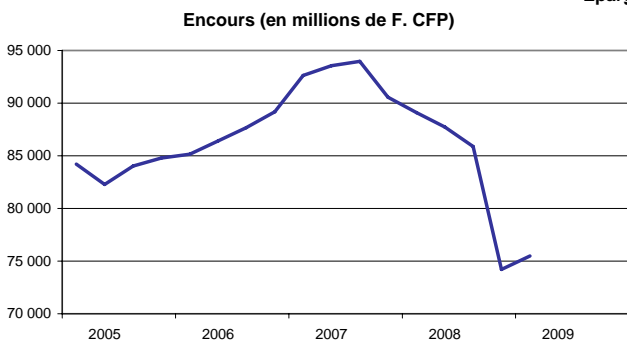
Dépôts locaux



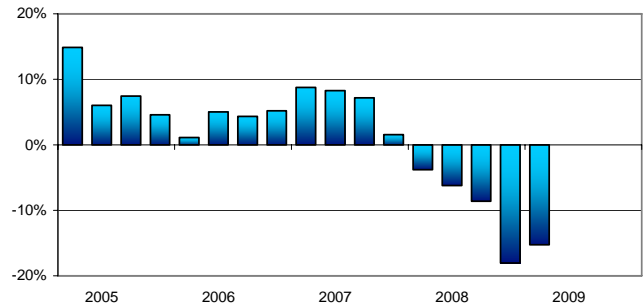
Variations sur un an



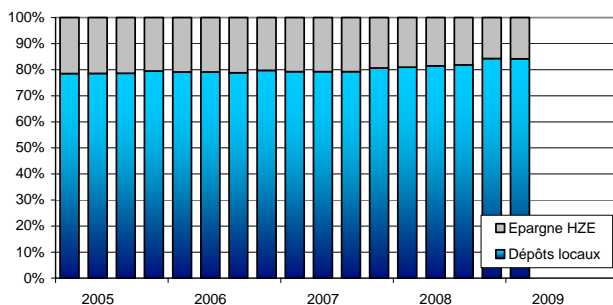
Epargne HZE



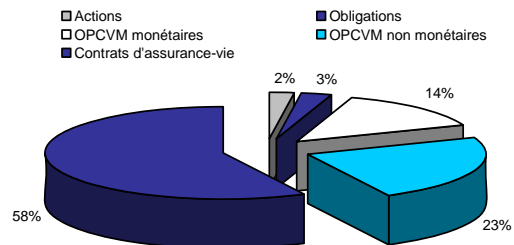
Variations sur un an



Répartition dépôts locaux / épargne HZE



Répartition de l'épargne HZE mars-09

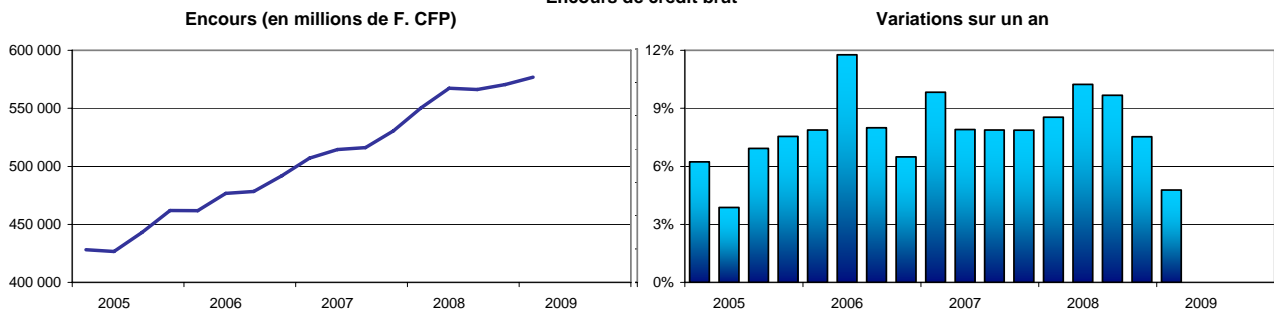


3. L'endettement des agents économiques

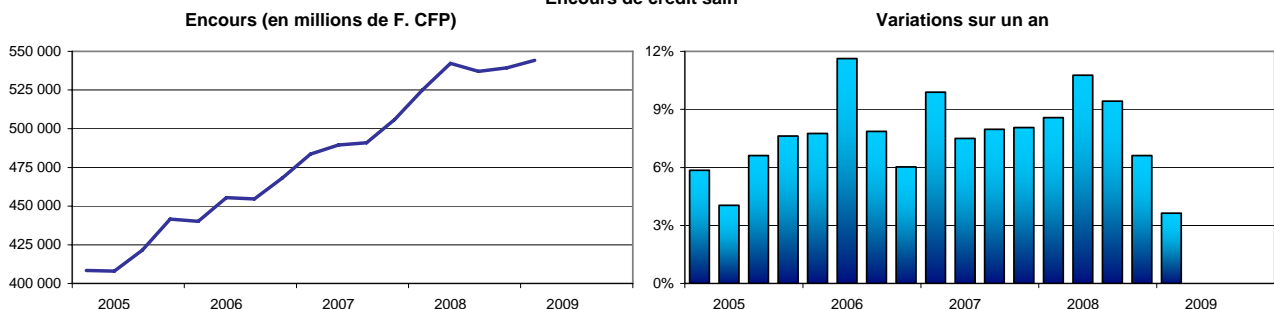
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

Les concours de tous les établissements	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Entreprises	138 931	142 243	153 191	172 842	182 044	191 533	191 375	188 311	186 736	-0,8%	2,6%
Crédits d'exploitation	51 582	53 476	61 196	68 766	71 502	77 874	76 651	71 527	72 422	1,3%	1,3%
<i>Créances commerciales</i>	3 035	2 637	2 685	4 066	4 589	4 591	4 510	4 175	3 654	-12,5%	-20,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	34 874	36 687	41 968	37 637	36 551	42 824	43 241	42 359	42 271	-0,2%	15,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 017	4 805	6 010	5 296	5 210	4 982	4 488	4 695	4 534	-3,4%	-13,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	13 673	14 152	16 543	27 063	30 362	30 460	28 900	24 994	26 498	6,0%	-12,7%
<i>Affacturage</i>	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits d'investissement	55 257	55 781	55 402	64 595	68 280	67 751	68 424	69 699	66 936	-4,0%	-2,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	53 507	53 753	53 146	60 240	64 336	65 658	66 270	67 655	64 934	-4,0%	0,9%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	5 494	5 006	5 118	5 373	6 057	5 950	5 820	5 857	5 724	-2,3%	-5,5%
<i>Crédit-bail</i>	1 749	2 028	2 255	4 355	3 944	2 093	2 155	2 045	2 002	-2,1%	-49,2%
Crédits à l'habitat	8 674	10 681	12 709	13 790	16 330	18 911	19 661	20 388	20 986	2,9%	28,5%
Autres crédits	23 419	22 305	23 884	25 691	25 931	26 996	26 639	26 696	26 391	-1,1%	1,8%
Ménages	184 463	196 994	214 984	233 671	251 132	255 083	259 757	263 593	263 462	0,0%	4,9%
Crédits à la consommation	72 953	79 187	85 333	91 600	99 084	101 195	103 163	104 286	103 262	-1,0%	4,2%
<i>Crédits de trésorerie</i>	65 700	70 680	77 405	82 789	90 886	93 305	94 796	96 401	95 689	-0,7%	5,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	5 179	4 647	5 007	5 975	5 064	4 947	5 309	5 024	4 889	-2,7%	-3,5%
<i>Crédit-bail</i>	2 075	3 860	2 920	2 836	3 133	2 943	3 058	2 861	2 684	-6,2%	-14,4%
Crédits à l'habitat	106 025	112 165	123 698	133 625	144 419	146 803	149 504	152 433	153 783	0,9%	6,5%
Autres crédits	5 485	5 642	5 953	8 447	7 629	7 086	7 090	6 874	6 418	-6,6%	-15,9%
Collectivités locales	59 232	62 286	62 841	65 195	77 066	81 222	72 888	70 819	76 819	8,5%	-0,3%
Crédits d'exploitation	2 437	3 150	3 813	4 342	3 137	3 684	4 525	1 238	2 656	114,5%	-15,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2 068	2 434	3 609	4 217	3 029	3 479	3 126	926	2 512	171,2%	-17,0%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	369	716	204	125	108	205	1 399	312	144	-54,0%	32,5%
Crédits d'investissement	54 382	53 328	54 582	57 694	71 017	74 748	65 482	66 718	71 458	7,1%	0,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	54 382	53 328	54 582	57 694	71 017	74 748	65 478	66 714	71 454	7,1%	0,6%
<i>Crédit-bail</i>	0	0	0	0	0	0	4	4	4	-6,1%	
Crédits à l'habitat	539	867	1 148	1 852	1 813	1 795	1 794	1 824	1 823	-0,1%	0,5%
Autres crédits	1 874	4 943	3 298	1 307	1 098	996	1 086	1 039	883	-15,0%	-19,6%
Autres agents de CCB non ventilés	3 230	6 920	9 117	11 942	14 863	14 412	13 110	16 672	17 170	3,0%	15,5%
Total encours sain	385 856	408 444	440 131	483 650	525 104	542 250	537 130	539 396	544 187	0,9%	3,6%
Créances douteuses brutes	17 038	19 554	21 573	23 445	25 335	24 916	29 002	31 091	32 537	4,6%	28,4%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5 592	6 507	8 219	8 156	9 856	9 286	12 936	14 220	14 710	3,4%	49,2%
<i>dont entreprises</i>	2 994	3 469	3 921	4 003	4 811	4 052	7 525	9 058	8 213	-9,3%	70,7%
<i>dont ménages</i>	2 180	2 523	3 609	4 539	5 030	5 228	5 406	5 162	6 397	23,9%	27,2%
<i>Provisions</i>	11 446	13 047	13 354	15 289	15 479	15 630	16 066	16 871	17 827	5,7%	15,2%
Total encours brut	402 895	427 998	461 704	507 095	550 440	567 166	566 132	570 487	576 724	1,1%	4,8%
Taux de créances douteuses	4,4%	4,8%	4,9%	4,8%	4,8%	4,6%	5,4%	5,8%	6,0%	0,2 pt	1,2 pt
Taux de provisionnement	67,2%	66,7%	61,9%	65,2%	61,1%	62,7%	55,4%	54,3%	54,8%	0,5 pt	-6,3 pt

Encours de crédit brut

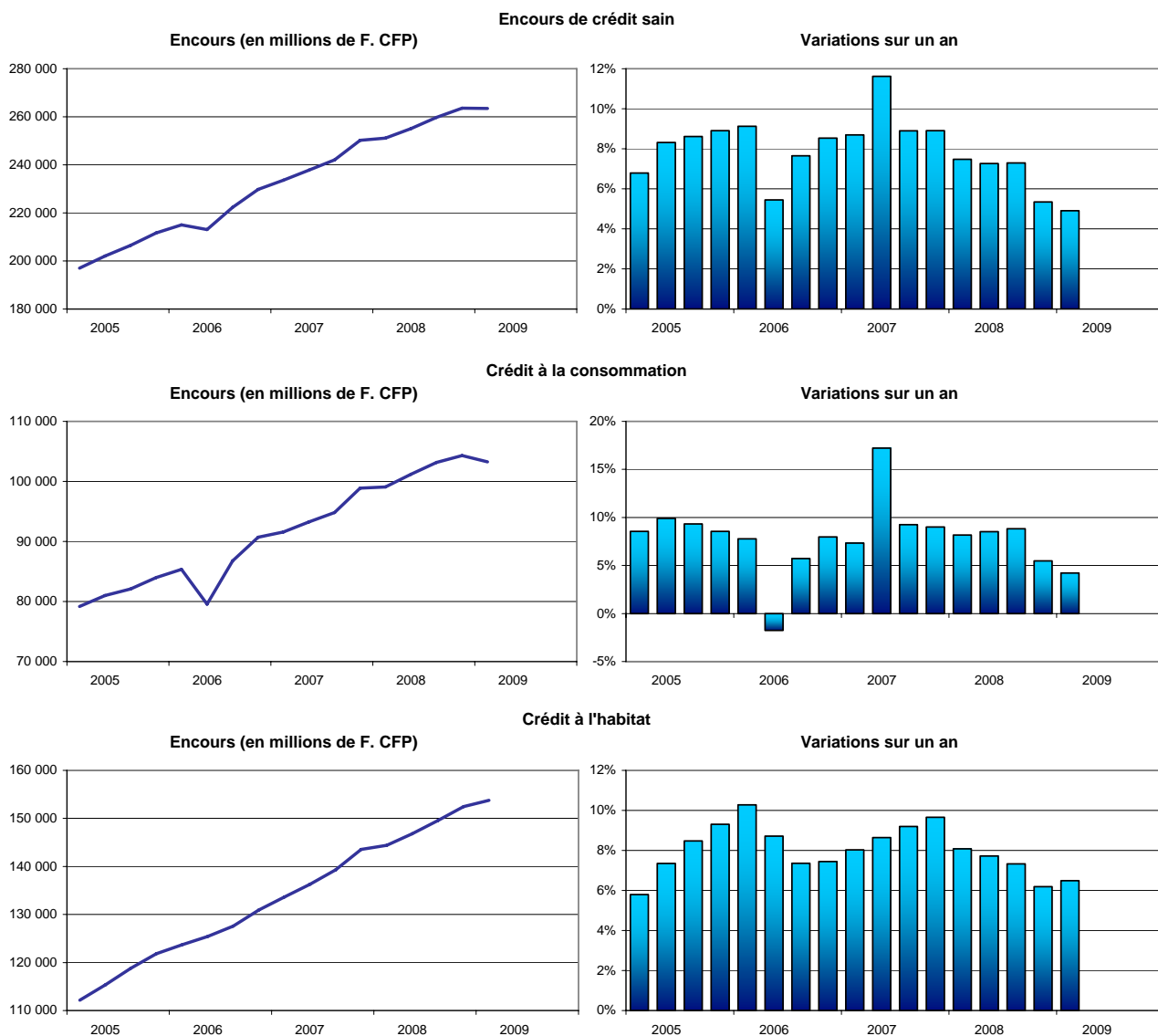


Encours de crédit sain

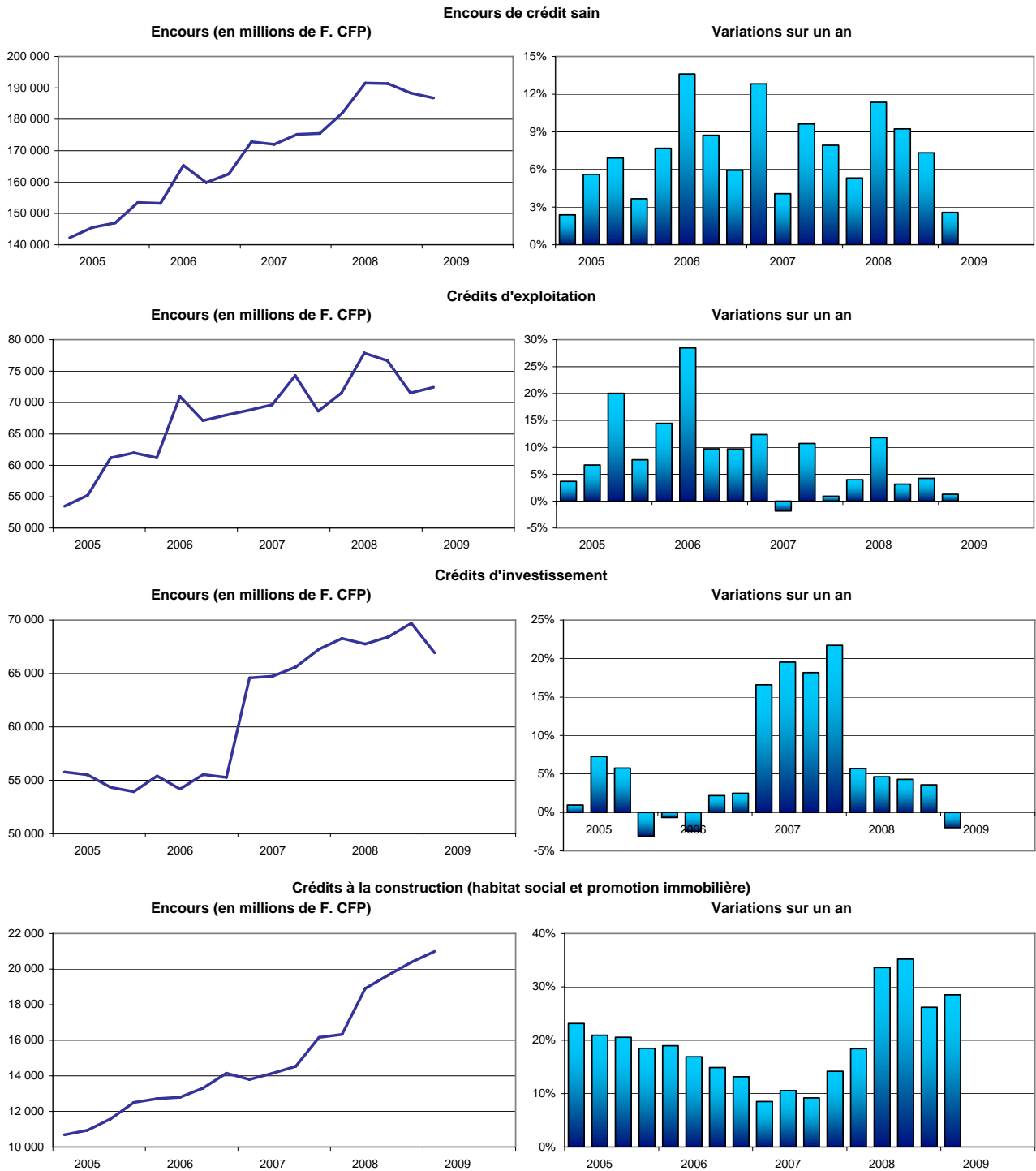


Conjoncture financière et bancaire

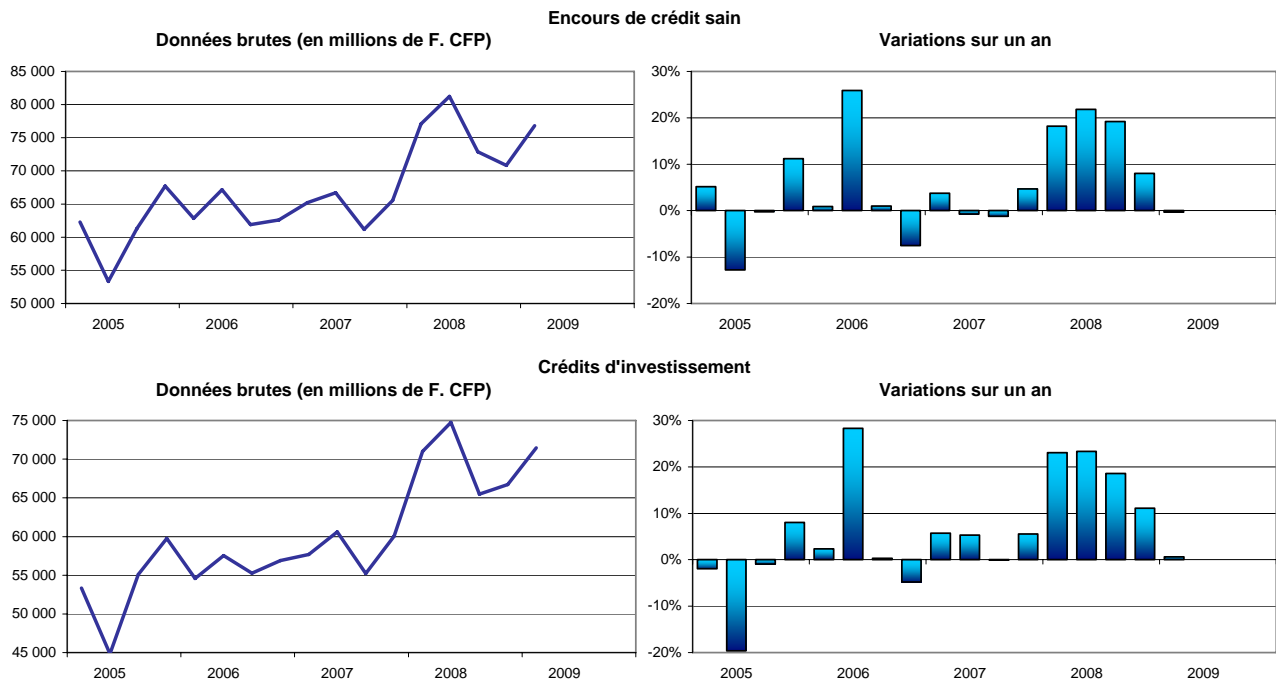
L'endettement des ménages



L'endettement des entreprises



L'endettement des collectivités locales



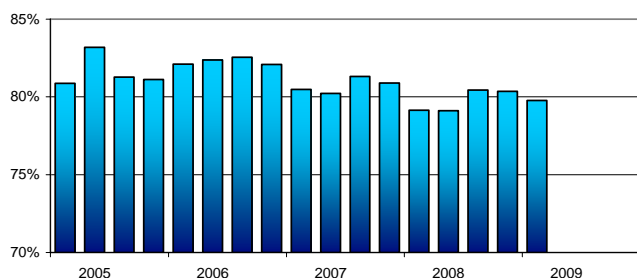
Conjoncture financière et bancaire

3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

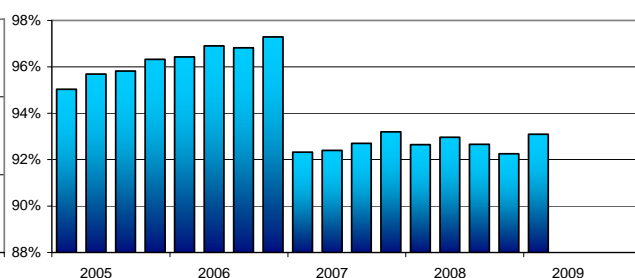
Les concours des établissements locaux	Montants en millions de XPF										Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept-08	déc-08	mars-09	1 trim	1 an	
Entreprises	131 262	135 182	147 719	159 568	168 666	178 058	177 320	173 721	173 840	0,1%	3,1%	
Crédits d'exploitation	51 582	53 464	61 196	68 510	71 292	77 608	76 336	70 998	72 222	1,7%	1,3%	
Créances commerciales	3 035	2 637	2 685	4 066	4 589	4 591	4 510	4 175	3 654	-12,5%	-20,4%	
Crédits de trésorerie	34 874	36 675	41 968	37 463	36 426	42 699	43 115	42 359	42 271	-0,2%	16,0%	
dont entrepreneurs individuels	5 017	4 805	6 010	5 296	5 210	4 982	4 488	4 695	4 534	-3,4%	-13,0%	
Comptes ordinaires débiteurs	13 673	14 152	16 543	26 981	30 277	30 318	28 711	24 465	26 298	7,5%	-13,1%	
Affacturage	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits d'investissement	48 780	49 739	50 791	52 251	55 651	55 026	55 126	56 026	54 602	-2,5%	-1,9%	
Crédits à l'équipement	47 030	47 711	48 536	50 192	53 790	53 297	53 333	54 324	52 928	-2,6%	-1,6%	
dont entrepreneurs individuels	5 494	5 006	5 118	5 360	6 047	5 934	5 805	5 843	5 718	-2,1%	-5,4%	
Crédit-bail	1 749	2 028	2 255	2 059	1 860	1 729	1 793	1 702	1 673	-1,7%	-10,1%	
Crédits à l'habitat	8 674	10 681	12 709	13 790	16 330	18 911	19 661	20 388	20 986	2,9%	28,5%	
Autres crédits	22 226	21 297	23 023	25 016	25 393	26 513	26 196	26 308	26 030	-1,1%	2,5%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Ménages	165 434	176 444	192 828	207 570	222 362	225 760	229 749	233 194	232 878	-0,1%	4,7%	
Crédits à la consommation	68 523	75 475	81 923	87 630	94 795	96 748	98 509	99 619	98 582	-1,0%	4,0%	
Crédits de trésorerie	61 270	66 968	73 995	78 820	86 597	88 858	90 142	91 734	91 011	-0,8%	5,1%	
Comptes ordinaires débiteurs	5 179	4 647	5 007	5 975	5 064	4 947	5 309	5 024	4 888	-2,7%	-3,5%	
Crédit-bail	2 075	3 860	2 920	2 836	3 133	2 943	3 058	2 861	2 684	-6,2%	-14,4%	
Crédits à l'habitat	91 445	95 346	104 980	111 493	119 938	121 926	124 150	126 700	127 878	0,9%	6,6%	
Autres crédits	5 465	5 624	5 924	8 447	7 629	7 086	7 090	6 874	6 418	-6,6%	-15,9%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Collectivités locales	4 674	8 645	8 828	5 925	5 511	6 407	7 226	4 520	4 439	-1,8%	-19,5%	
Crédits d'exploitation	2 437	3 150	3 813	2 672	2 286	2 855	3 697	1 126	1 224	8,7%	-46,5%	
Crédits de trésorerie	2 068	2 434	3 609	2 547	2 177	2 650	2 297	814	1 080	32,7%	-50,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	369	716	204	125	108	205	1 399	312	144	-54,0%	32,5%	
Crédits d'investissement	1 869	2 677	2 854	2 837	2 837	3 170	3 058	2 885	2 848	-1,3%	0,4%	
Crédits à l'équipement	1 869	2 677	2 854	2 837	2 837	3 170	3 058	2 885	2 848	-1,3%	0,4%	
Crédit-bail	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Crédits à l'habitat	0	0	0	75	72	71	70	69	68	-1,5%	-4,9%	
Autres crédits	368	2 818	2 161	341	317	311	401	440	299	-32,1%	-5,5%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Autres agents de CCB non ventilés	3 230	6 920	9 117	11 942	14 456	14 232	12 680	16 501	16 741	1,5%	15,8%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Total encours sain	304 600	327 191	358 491	385 005	410 995	424 457	426 974	427 935	427 899	0,0%	4,1%	
Créances douteuses brutes	15 950	18 917	20 598	23 072	24 597	24 219	28 416	30 461	32 160	5,6%	30,7%	
Créances douteuses nettes	4 953	6 507	7 244	7 783	9 228	8 699	12 460	13 700	14 443	5,4%	56,5%	
dont entreprises	2 994	3 993	3 701	3 975	4 424	3 709	7 252	8 812	8 213	-6,8%	85,6%	
dont ménages	1 945	2 304	3 337	3 798	4 789	4 984	5 203	4 888	6 130	25,4%	28,0%	
Provisions	10 997	12 410	13 354	15 289	15 369	15 520	15 956	16 761	17 717	5,7%	15,3%	
Total encours brut	320 550	346 108	379 089	408 077	435 592	448 675	455 391	458 396	460 058	0,4%	5,6%	
	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Taux de créances douteuses	5,0%	5,5%	5,4%	5,7%	5,6%	5,4%	6,2%	6,6%	7,0%	0,3 pt	1,3 pt	
Taux de provisionnement	68,9%	65,6%	64,8%	66,3%	62,5%	64,1%	56,2%	55,0%	55,1%	0,1 pt	-7,4 pt	

Parts de marché des établissements installés localement

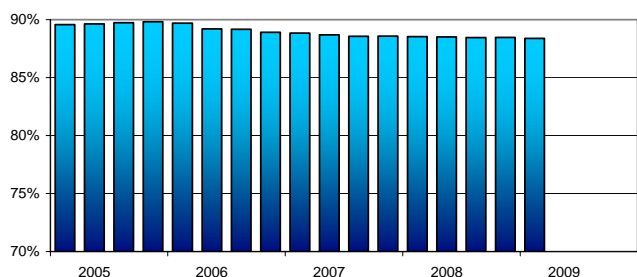
Encours de crédit brut total



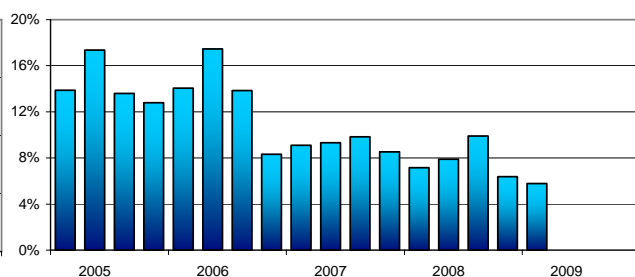
Encours de crédit aux entreprises



Encours de crédit aux ménages

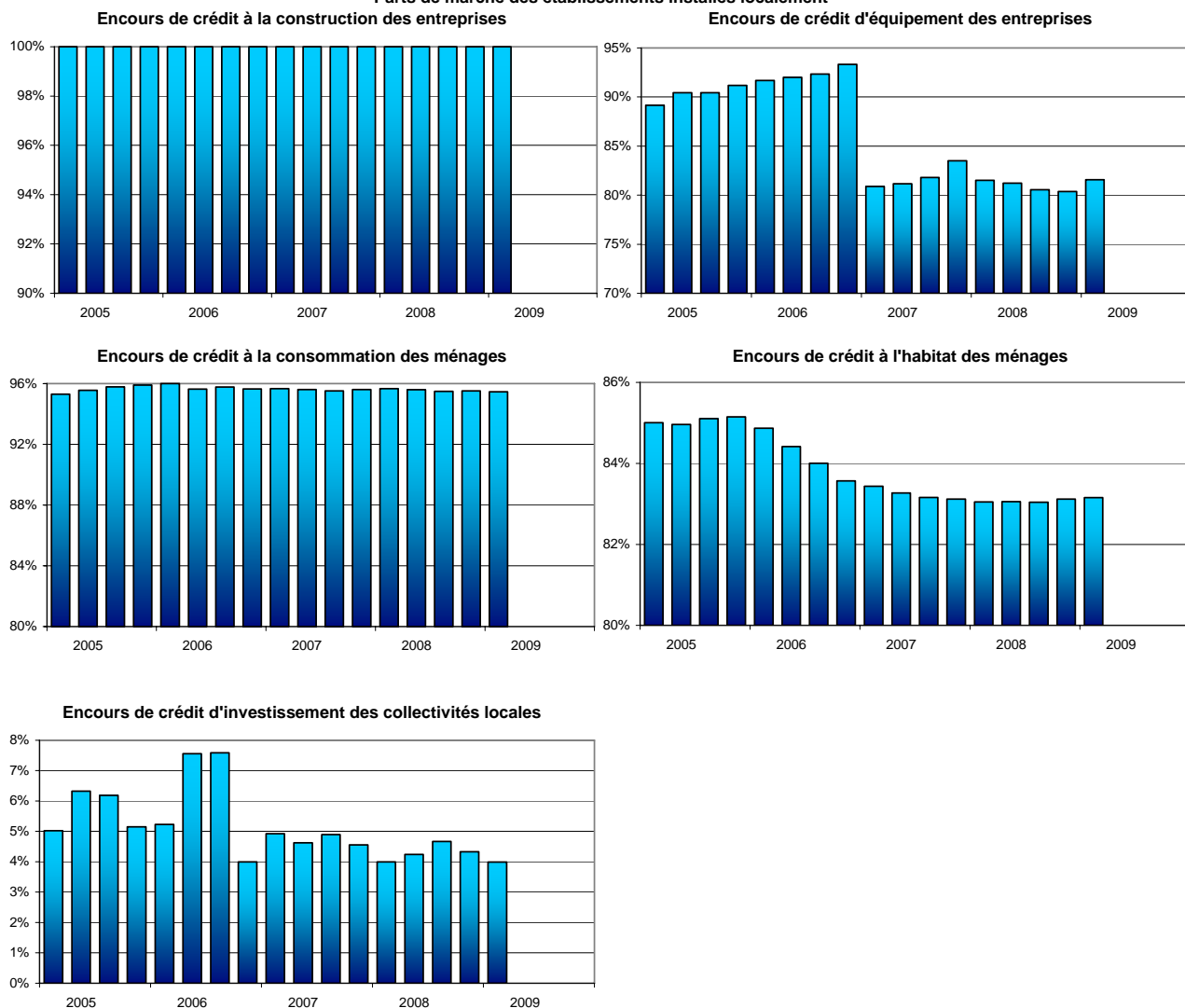


Encours de crédit aux collectivités locales



Conjoncture financière et bancaire

Parts de marché des établissements installés localement

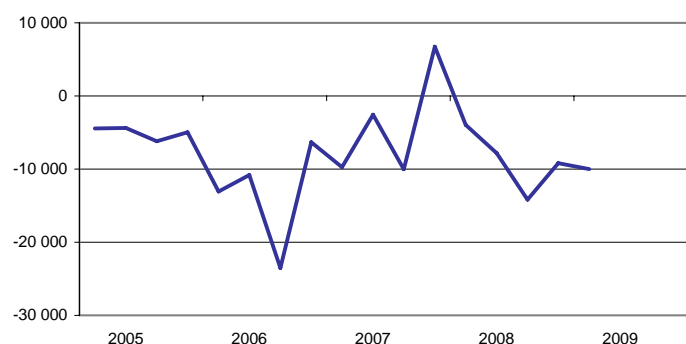


4. Le financement des crédits bancaires

4.1 L'équilibre emploi-ressources

Equilibre emplois - ressources	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Emplois	345 437	357 356	392 399	422 527	450 274	463 354	469 993	473 281	477 438	0,9%	6,0%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Crédits bruts	320 550	346 108	379 089	408 286	435 616	448 762	455 417	458 430	460 294	0,4%	5,7%
Réserves obligatoires et libres	9 372	11 247	13 310	14 241	14 658	14 592	14 576	14 851	17 144	15,4%	17,0%
Position extérieure nette des EC (si positive)	15 515	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ressources	345 437	357 356	392 399	422 527	450 274	463 354	469 993	473 281	477 438	0,9%	6,0%
Dépôts collectés (- encaisses)	289 894	297 067	309 226	339 087	365 341	372 471	372 305	384 949	386 363	0,4%	5,8%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	36 453	35 805	40 040	44 566	47 576	49 647	50 611	51 273	52 931	3,2%	11,3%
Excédent des opérations diverses des EC	13 907	13 884	23 098	24 077	30 927	30 533	30 842	25 039	25 282	1,0%	-18,3%
Réescompte	5 184	6 159	6 962	5 052	2 465	2 873	2 045	2 803	2 852	1,8%	15,7%
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	4 440	13 072	9 744	3 965	7 829	14 191	9 217	10 010	8,6%	152,5%

Position extérieure nette (en millions de F. CFP)

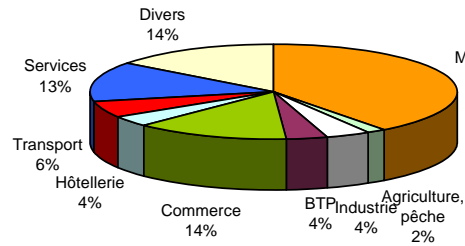


4.2 Le réescompte

Cotation et réescompte	Montants en millions de XPF									Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
Cotation											
Nombre d'entreprises cotées	4 152	4 276	4 474	4 887	4 392	4 457	4 520	4 472	4 521	1,1%	2,9%
Nombre d'entreprises cotées et éligibles	1 544	1 587	1 577	1 569	1 316	1 575	1 124	1 454	1 571	8,0%	19,4%
Taux d'éligibilité	37%	37%	35%	32%	30%	35%	25%	33%	35%		
Refinancement	6 289	7 653	6 962	6 225	5 173	5 080	4 825	5 303	5 321	0,3%	2,9%
Engagements à court terme	2 253	2 411	2 222	2 356	2 219	2 311	2 361	2 744	2 803	2,1%	26,3%
Engagements à moyen terme	4 036	5 243	4 740	3 869	2 953	2 769	2 464	2 559	2 518	-1,6%	-14,7%

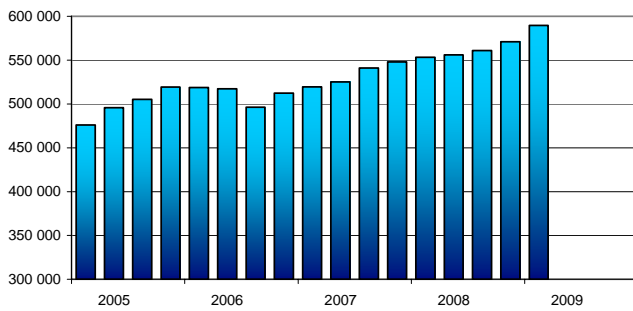
5. Les engagements sectoriels

Répartition des engagements par secteur

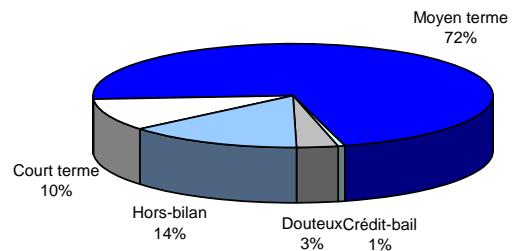


EVOLUTION GLOBALE DES RISQUES DECLARES AU SCR

Encours (en millions de F. CFP)

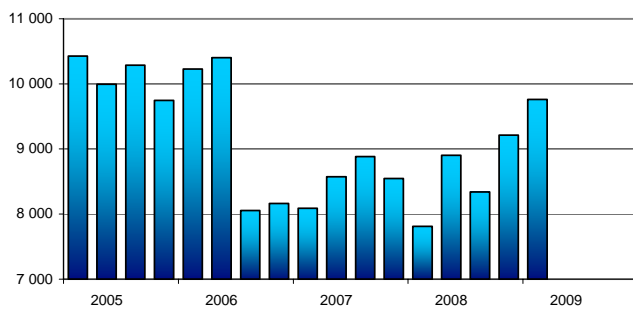


Structure en %

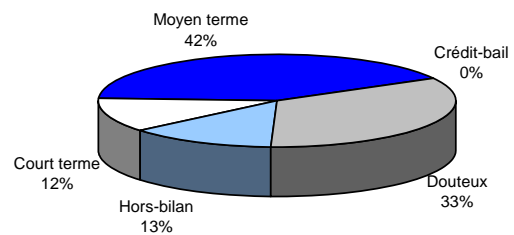


AGRICULTURE, PECHE, ELEVAGE

Encours (en millions de F. CFP)

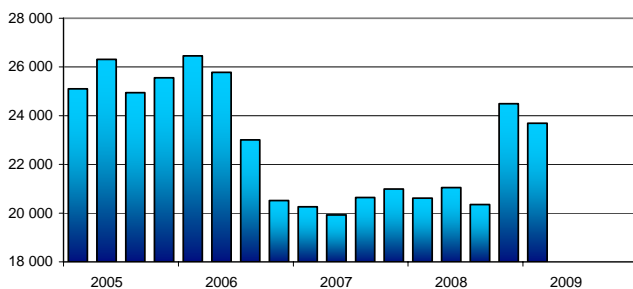


Variations sur un an

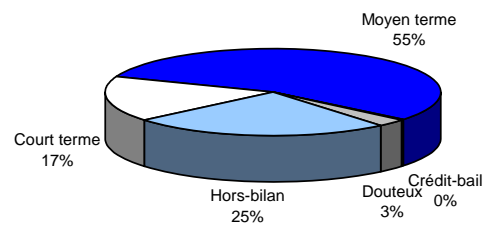


INDUSTRIE

Encours (en millions de F. CFP)

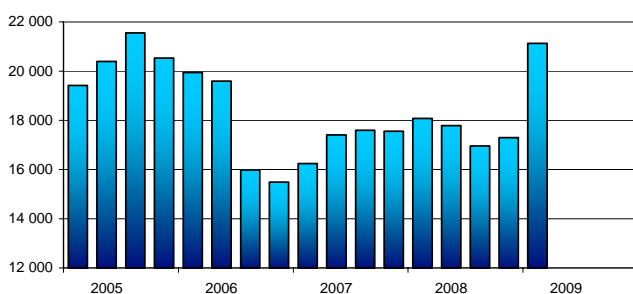


Variations sur un an

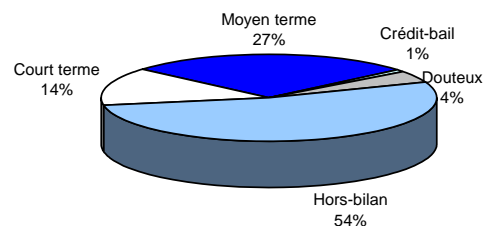


BTP

Encours (en millions de F. CFP)



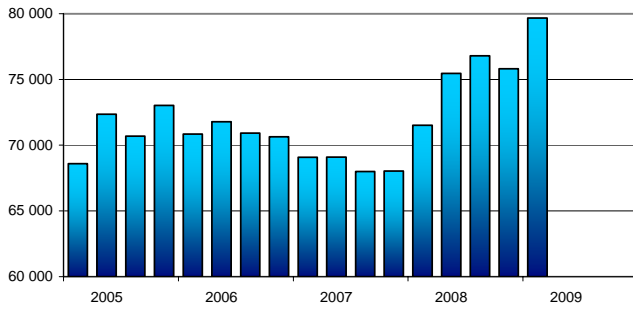
Variations sur un an



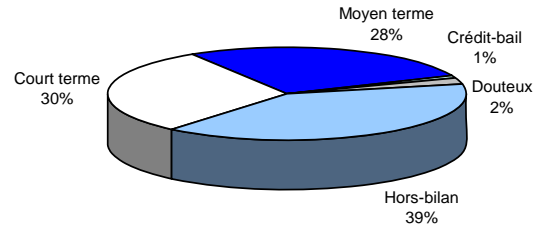
Conjoncture financière et bancaire

COMMERCE

Encours (en millions de F. CFP)

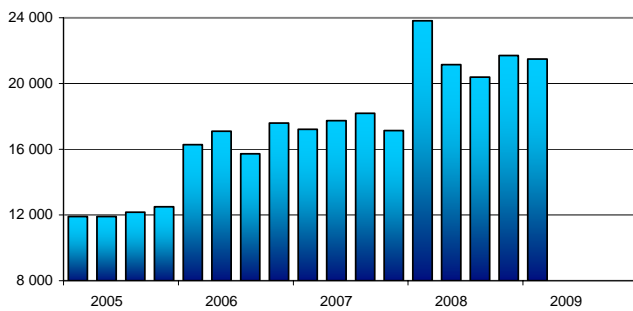


Structure en %

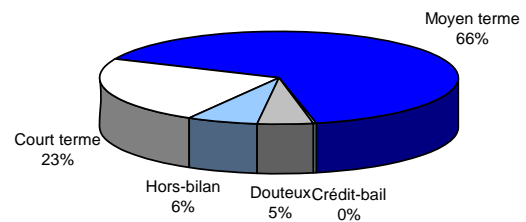


HOTELLERIE

Encours (en millions de F. CFP)

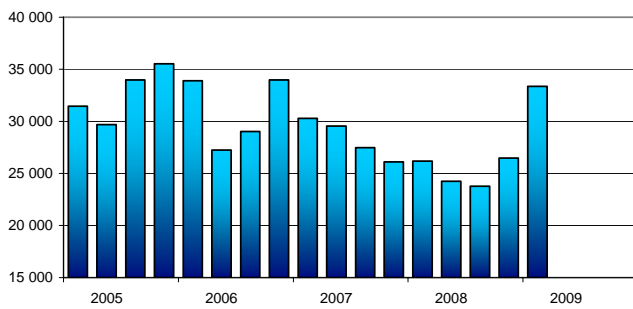


Variations sur un an

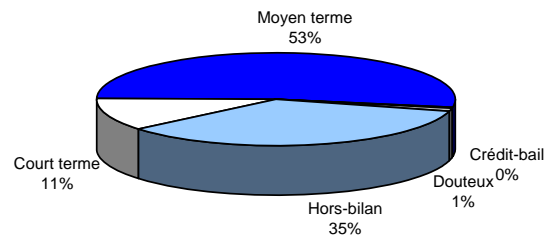


TRANSPORT

Encours (en millions de F. CFP)

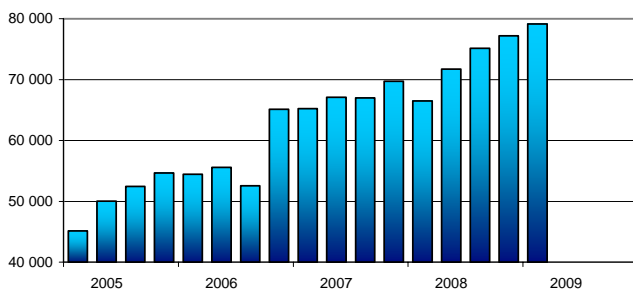


Variations sur un an

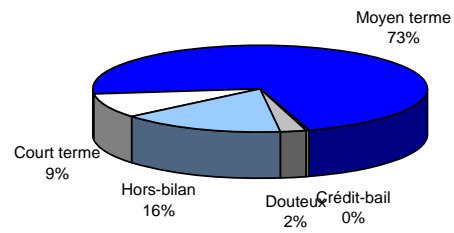


SERVICES

Encours (en millions de F. CFP)

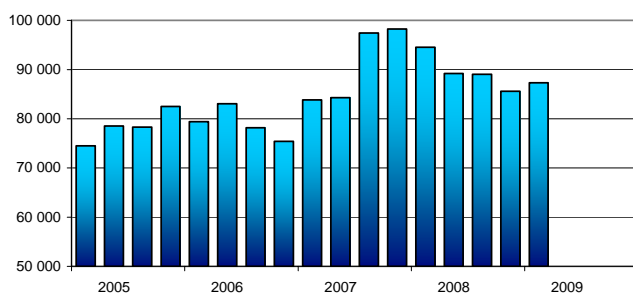


Variations sur un an

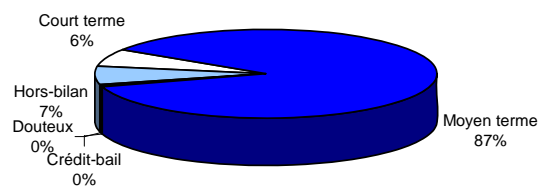


DIVERS

Encours (en millions de F. CFP)

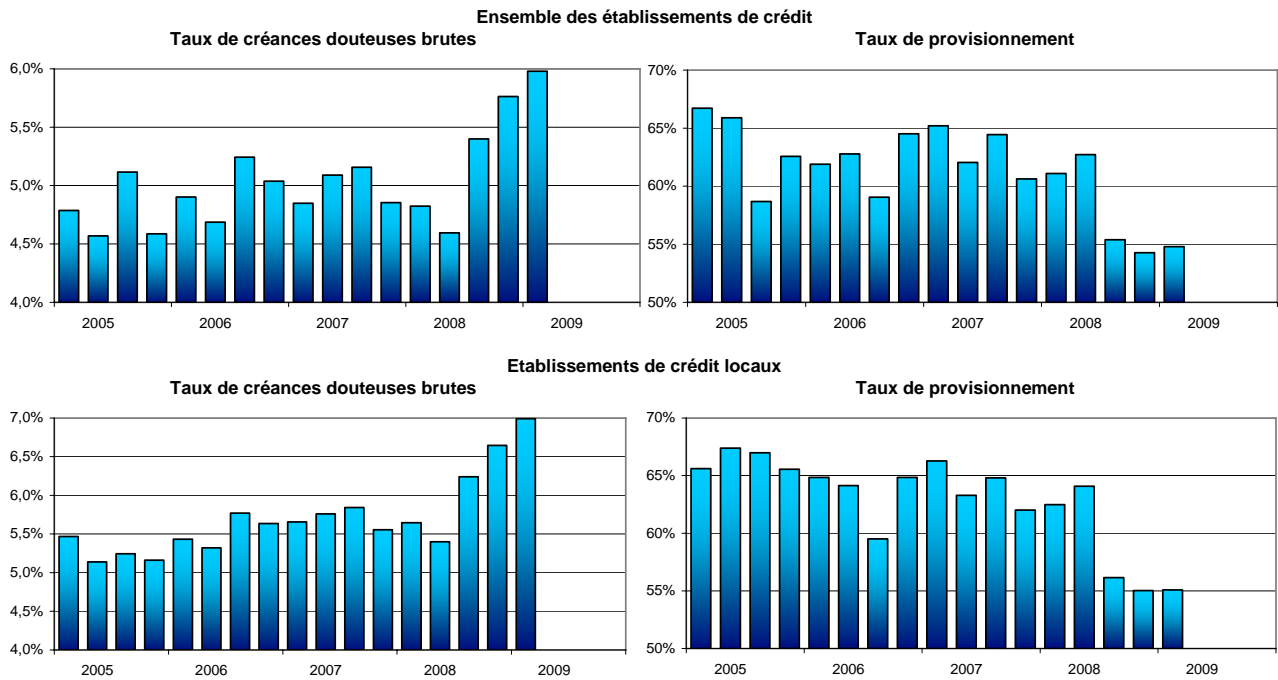


Variations sur un an

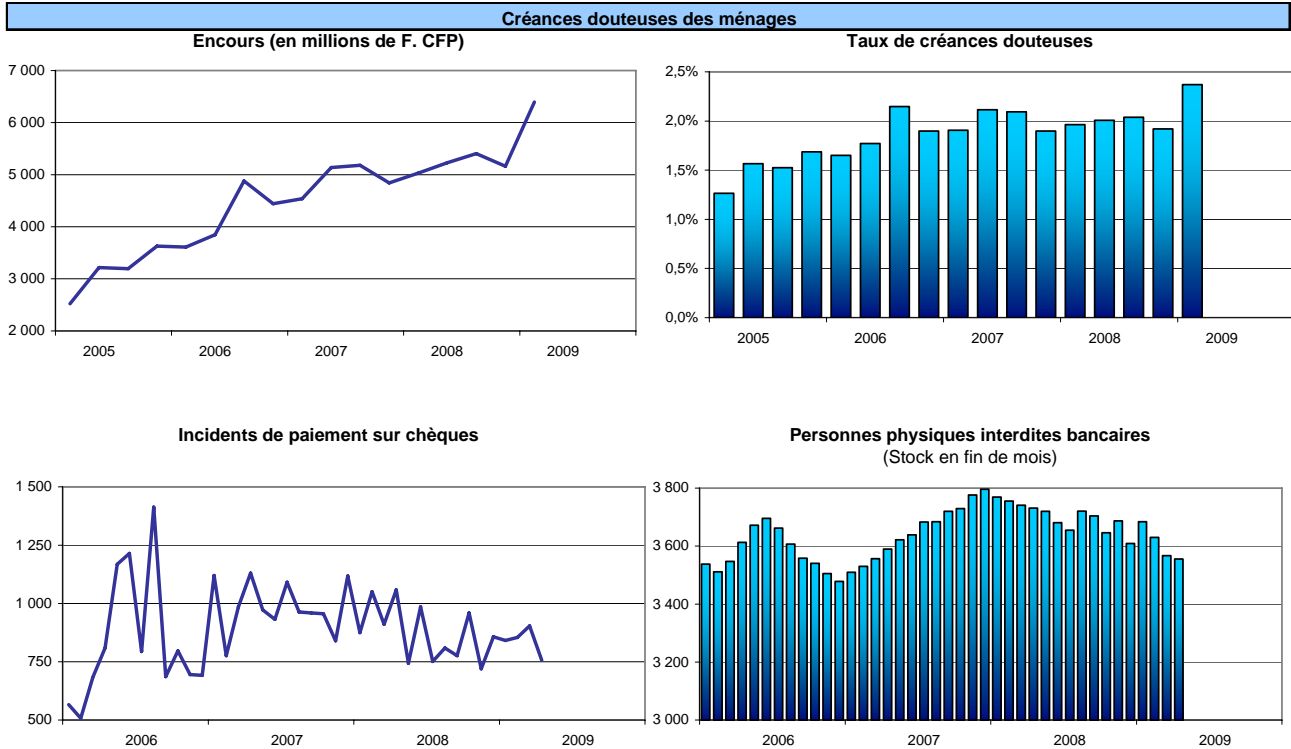


6. Les indicateurs de vulnérabilité

6.1 Les indicateurs globaux



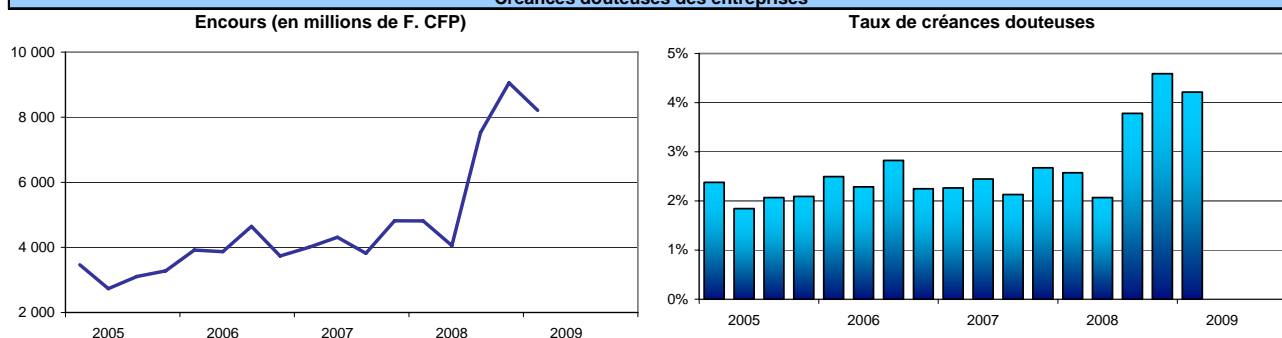
6.2 La vulnérabilité des ménages



Conjoncture financière et bancaire

6.3 La vulnérabilité des entreprises

Créances douteuses des entreprises



7. Les échanges de valeurs

Echanges de valeurs										Variations	
	mars-04	mars-05	mars-06	mars-07	mars-08	juin-08	sept.-08	déc.-08	mars-09	1 trim	1 an
En nombre	2 813 993	2 808 981	3 016 273	3 046 561	3 090 543	3 176 435	3 117 717	3 315 592	3 022 731	-8,8%	-2,2%
Chèques	1 567 399	1 480 968	1 565 735	1 525 085	1 466 328	1 514 572	1 481 028	1 539 401	1 384 646	-10,1%	-5,6%
Virements	343 236	378 463	433 928	450 413	426 536	439 202	447 716	465 365	444 444	-4,5%	4,2%
Effets et avis de prélèvements	348 176	336 794	374 853	393 002	469 212	476 682	438 802	491 702	458 602	-6,7%	-2,3%
Opérations monétiques	45 946	39 316	211 130	47 937	682 339	700 035	704 609	774 098	686 845	-11,3%	0,7%
Autres	509 236	573 440	430 627	630 124	46 128	45 944	45 562	45 026	48 194	7,0%	4,5%
En millions de F CFP	228 991	236 272	253 699	258 835	267 939	283 974	295 110	318 237	272 980	-14,2%	1,9%
Chèques	118 992	116 917	127 988	127 312	123 677	128 856	136 058	145 859	117 512	-19,4%	-5,0%
Virements	11 117	12 481	13 799	14 628	120 740	131 493	135 303	146 903	131 130	-10,7%	8,6%
Effets et avis de prélèvements	92 641	94 037	102 603	108 922	15 320	14 995	15 056	16 070	15 900	-1,1%	3,8%
Opérations monétiques	1 655	1 894	4 638	2 123	6 250	6 501	6 566	7 366	6 206	-15,7%	-0,7%
Autres	4 587	10 943	4 670	5 849	1 953	2 128	2 126	2 039	2 232	9,4%	14,3%

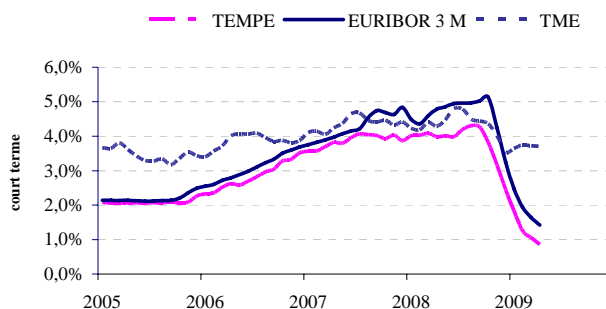
8. Rappel des taux

8.1 Les taux réglementés

TAUX D'INTERVENTION DE L'IEOM	
Taux de la facilité de dépôt	0,50%
Taux de réescompte des crédits aux entreprises	1,25%
Taux de réescompte des prêts bancaires au logement	3,00%
Taux de la facilité de prêt marginal	1,75%
Taux de l'escompte de chèque	1,75%

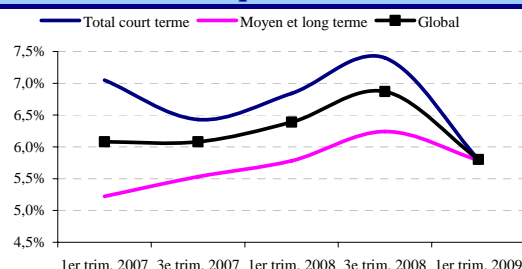
TAUX D'INTERET LEGAL	
ANNEE 2007 (JORF du 21/02/2007)	2,95%
ANNEE 2008 (JORF du 23/02/2008)	3,99%
ANNEE 2009 (JORF du 11/02/2009)	3,79%

8.2 Les principaux taux de marché



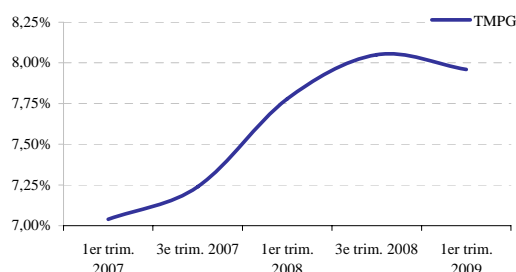
8.3 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux entreprises

	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation annuelle
Total court terme	7,05%	6,43%	6,84%	7,40%	5,81%	-103 pb
Moyen et long terme	5,22%	5,53%	5,78%	6,24%	5,79%	1 pb
Global	6,08%	6,08%	6,39%	6,87%	5,80%	-59 pb



8.4 Les enquêtes de l'IEOM sur le coût du crédit aux particuliers

	1er trim. 2007	3e trim. 2007	1er trim. 2008	3e trim. 2008	1er trim. 2009	Variation annuelle
Prêts immobiliers	5,34%	5,52%	5,98%	6,20%	6,03%	5 pb
Prêts immobiliers relais		5,23%	5,99%	6,41%	6,63%	-
Prêts personnels <181920 FC FP	14,58%	14,48%	11,80%	13,50%	12,00%	20 pb
Découverts	9,30%	9,00%	9,34%	9,99%	9,97%	63 pb
Prêts personnels >181920 FC FP	7,46%	7,74%	8,45%	8,43%	8,55%	10 pb
TMPG	7,04%	7,24%	7,78%	8,05%	7,96%	18 pb



8.5 Taux de l'usure

Le taux d'usure représente le taux maximum légal admis lors de la conclusion d'un prêt conventionnel ou d'un contrat similaire. Le taux effectivement appliqué, qui ne doit pas dépasser le taux usuraire, s'appelle le taux effectif global. L'usure constitue un délit pénal lorsque le taux d'intérêt dépasse un certain plafond déterminé par la loi. Le caractère excessif des intérêts stipulés au contrat varie en fonction du type de crédit consenti.

Les dispositions métropolitaines sur l'usure ont été étendues aux collectivités d'outre-mer du Pacifique par ordonnance n°2006-60 du 19 janvier 2006. Dès lors, les modifications suivantes ont été apportées au code monétaire et financier :

- l'article 32 de la loi n°2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique, supprimant le délit d'usure pour les contrats de prêt conclu avec des personnes morales pour des raisons professionnelles ;

- l'article 7 de la loi n°2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises, supprimant le délit d'usure pour les prêts consentis à une personne physique agissant pour des besoins professionnels.

Conjoncture financière et bancaire

Les taux de l'usure demeurent donc applicables pour les seuls prêts aux particuliers et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale. Un taux de l'usure sur les découverts en compte reste toutefois applicable aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale.

<i>Particuliers</i>	2e trim. 2008	3e trim. 2008	4e trim. 2008	1er trim. 2009	2e trim. 2009
Prêts immobiliers					
- Prêts à taux fixe	7,25%	7,31%	7,36%	7,80%	7,83%
- Prêts à taux variable	7,16%	7,19%	7,46%	7,80%	7,93%
- Prêts relais	7,25%	7,24%	7,53%	7,72%	8,05%
Autres prêts					
- Prêts d'un montant < ou = à 181.920 XPF	20,60%	20,76%	21,09%	21,32%	21,36%
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 181.920 XPF	20,48%	20,51%	20,72%	21,11%	20,92%
- Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 181.920 XPF	9,60%	9,68%	9,77%	9,92%	10,04%
<i>Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>2e trim. 2008</i>	<i>3e trim. 2008</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>	<i>2e trim. 2009</i>
Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	11,39%	11,31%	11,35%	11,51%	11,69%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux variable	7,39%	7,47%	9,24%	9,04%	7,85%
Prêts d'une durée initiale supérieure à 2 ans, à taux fixe	7,73%	7,76%	8,15%	8,56%	8,07%
Découverts en compte commission de plus fort découvert exclue)	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%
Autres prêts d'une durée initiale < ou = à 2 ans	9,84%	9,68%	10,27%	10,45%	8,05%
<i>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</i>	<i>2e trim. 2008</i>	<i>3e trim. 2008</i>	<i>4e trim. 2008</i>	<i>1er trim. 2009</i>	<i>2e trim. 2009</i>
Découverts en compte	14,29%	14,25%	14,17%	14,55%	14,13%

Directeur de la publication : Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Max REMBLIN
Editeur : IEOM - Etablissement public
Achévé d'imprimer le 16 juin 2009
Dépôt légal : 16 juin 2009 - N° ISSN 0296-3108

INSTITUT D'EMISSION D'OUTRE-MER

Agence de Polynésie française
21 rue du Docteur CASSIAU – BP 583 - 98713 PAPEETE
Tél. : (689)506500 – Télécopie : (689)506503
Site Internet : www.ieom.fr

Coordonnées du siège



IEOM

5, rue Roland Barthes
75598 PARIS CEDEX 12
tél : (33) 1 53 44 41 41
Fax : (33) 1 43 47 51 34
contact@ieom.fr



Coordonnées des agences



Agence de la Nouvelle-Calédonie

19, rue de la République
BP 1758
98845 Nouméa Cedex

E-mail : agence@ieom.nc
Tél. : (687) 27.58.22
Fax : (687) 27.65.53



Agence de la Polynésie française

21, rue du Docteur Cassiau
BP 583
98713 Papeete RP

E-mail : direction@ieom.pf
Tél. : (689) 50.65.00
Fax : (689) 50.65.03



Agence de Wallis-et-Futuna

BP G-5 - Mata'Utu
98600 Uvea
Wallis-et-Futuna

E-mail : ieomwf@wallis.co.nc
Tél. : (681) 72.25.05
Fax : (681) 72.20.03